



*maîtriser le risque |  
pour un développement durable*

# Site web AIDA

---

Cahier des Clauses Techniques Particulières  
relatif aux prestations de tierce maintenance  
applicative

Mises à jour			
Version	Date	Auteur	Description
1.0	02/02/2026	J. Barrier V.H. Rayane (Ineris)	Version initiale

## SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE .....	7
1.1	Objet de l'appel d'offre .....	7
1.2	Présentation de l'Ineris .....	7
2.	CONTEXTE.....	8
2.1	Présentation du site web AIDA.....	8
2.2	Fréquentation du site .....	9
2.3	Enjeux et objectifs du marché de TMA .....	9
2.4	Difficultés d'exploitation rencontrées.....	9
2.5	Documents de référence.....	10
3.	DESCRIPTION DE LA SOLUTION EXISTANTE.....	11
3.1	Structuration et données du site AIDA.....	11
3.1.1	Structuration du site.....	11
3.1.2	Types de contenus.....	12
3.1.3	Vocabulaires de la taxonomie .....	13
3.1.4	Textes législatifs et réglementaires.....	14
3.1.5	Volumétrie de données .....	15
3.1.6	Utilisateurs .....	15
3.1.7	Gestionnaires et contributeurs .....	15
3.2	Architecture du site AIDA.....	16
3.2.1	Schéma des flux de données .....	16
3.2.2	Architecture applicative .....	17
3.2.3	Composants logiciels .....	17
3.2.4	Hébergement.....	17
3.3	Historique et état des anomalies .....	18
4.	EXIGENCES GENERALES .....	20
4.1	Disponibilité.....	20
4.2	Performances .....	20
4.3	Sécurité et protection des données .....	20
4.3.1	Homologation de sécurité .....	20
4.3.2	Intégration de la sécurité dans le processus de développement.....	20
4.3.3	Intégrité .....	22
4.3.4	Confidentialité .....	22
4.3.5	Traçabilité .....	22
4.4	RGPD.....	22
4.5	Accessibilité .....	22
4.6	Eco-conception.....	23
4.7	Usine logicielle.....	23

5.	PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE .....	24
5.1	Description générale .....	24
5.2	Acteurs du projet.....	24
5.2.1	Titulaire.....	24
5.2.2	Ineris .....	24
5.3	Description des marchés subséquents.....	25
6.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET SERVICES ATTENDUS.....	26
6.1	Initialisation .....	26
6.1.1	Périmètre et objectifs.....	26
6.1.2	Modalités d'exécution.....	26
6.1.3	Livrables attendus .....	27
6.2	Maintenance corrective .....	27
6.2.1	Périmètre et objectifs.....	27
6.2.2	Modalités d'exécution.....	28
6.2.3	Prise en charge immédiate selon SLA.....	28
6.2.4	Prise en charge différée par train de maintenance.....	30
6.3	Maintenance évolutive.....	32
6.3.1	Généralités .....	32
6.3.2	Modalités de déclenchement.....	32
6.3.3	Modalités d'exécution de la prestation.....	32
6.3.4	Suivi d'exécution de la prestation .....	33
6.3.5	Délais de réalisation .....	33
6.3.6	Livrables attendus .....	33
6.3.7	Validation.....	33
6.4	Gouvernance .....	33
6.4.1	Périmètre et objectifs.....	33
6.4.2	Suivi d'indicateurs .....	34
6.4.3	Modalités d'exécution.....	34
6.4.4	Livrables attendus .....	36
6.5	Réversibilité.....	36
6.5.1	Généralités .....	36
6.5.2	Modalités de déclenchement.....	37
6.5.3	Modalités d'exécution.....	38
6.5.4	Livrables.....	38
6.5.5	Propriété et réversibilité .....	38
7.	INDICATEURS.....	39
7.1	Généralités .....	39
7.2	Niveau de compétences de l'équipe .....	39

7.2.1	Objectif .....	39
7.2.2	Définition .....	39
7.2.3	Représentation et modalités de suivi.....	39
7.3	Etat de la documentation .....	40
7.3.1	Objectif .....	40
7.3.2	Définition .....	40
7.3.3	Représentation et modalités de suivi.....	41
7.4	Respect des engagements de service pour la prise en charge d'incidents (SLA) .....	41
7.4.1	Objectif .....	41
7.4.2	Définition .....	41
7.4.3	Représentation et modalités de suivi.....	41
7.5	Respect des engagements de délais.....	42
7.5.1	Objectif .....	42
7.5.2	Définition .....	42
7.5.3	Représentation et modalités de suivi.....	42
7.6	Qualité des livraisons de maintenance corrective .....	43
7.6.1	Objectif .....	43
7.6.2	Définition .....	43
7.6.3	Représentation et modalités de suivi.....	43
7.7	Qualité des livraisons de maintenance évolutive.....	43
7.7.1	Objectif .....	43
7.7.2	Définition .....	43
7.7.3	Représentation et modalités de suivi.....	44
7.8	Evolution du backlog de tickets.....	44
7.8.1	Objectif .....	44
7.8.2	Définition .....	44
7.8.3	Représentation et modalités de suivi.....	44
7.9	Niveau d'obsolescence.....	45
7.9.1	Objectif .....	45
7.9.2	Définition .....	45
7.9.3	Représentation et modalités de suivi.....	45
7.10	Niveau de sécurité.....	46
7.10.1	Objectif .....	46
7.10.2	Définition .....	46
7.10.3	Représentation et modalités de suivi.....	46
7.11	Taux de respect des temps de réponse (performance) .....	47
7.11.1	Objectif .....	47
7.11.2	Définition .....	47

7.11.3	Représentation et modalités de suivi.....	47
7.12	Taux de disponibilité .....	47
7.12.1	Objectif .....	47
7.12.2	Définition .....	47
7.12.3	Représentation et modalités de suivi.....	48
8.	FEUILLE DE ROUTE PREVISIONNELLE.....	49
8.1	Démarche de modernisation du site AIDA.....	49
8.2	Listes des anomalies et des évolutions .....	49
9.	EXERCICE DE PRISE EN CHARGE D'UNE EVOLUTION MAJEURE .....	52
9.1	Objectif de l'exercice .....	52
9.2	Modalité particulière de l'exercice.....	52
9.3	Livrable attendu .....	52
9.4	Enoncé de l'exercice.....	52
9.4.1	Contexte .....	52
9.4.2	Objectifs de la nouvelle fonctionnalité.....	53
9.4.3	Périmètre fonctionnel attendu.....	53

## 1. PRESENTATION GENERALE

---

### 1.1 Objet de l'appel d'offre

L'appel d'offre a pour objet la mise en œuvre d'un accord cadre pour la Tierce Maintenance Applicative du site web AIDA.

### 1.2 Présentation de l'Ineris

L'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (Ineris) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), sous la tutelle du Ministère en charge de l'environnement.

L'Ineris a pour mission de réaliser ou de faire réaliser des études et des recherches permettant de prévenir les risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes et des biens ainsi que sur l'environnement, et de fournir toute prestation destinée à faciliter l'adaptation des entreprises à cet objectif.

L'Ineris réalise des programmes de recherche menés de plus en plus souvent dans le cadre de coopérations scientifiques européennes, visant à mieux comprendre la nature des risques, à mieux les évaluer et à développer sa capacité d'expertise en prévention, en s'appuyant sur les techniques les plus modernes.

L'Institut intervient dans l'appui aux politiques publiques en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre des réglementations techniques, des normes et méthodes de référence ainsi que des systèmes de certification.

Il met aussi ses compétences au service de l'ensemble des acteurs économiques, dans le cadre d'expertises ou d'études ponctuelles et à travers la diffusion de bonnes pratiques et de données de référence en matière de prévention des risques.

L'Ineris est implanté à Verneuil-en-Halatte dans l'Oise, sur un terrain d'environ 37 ha, comprenant 23700 m<sup>2</sup> d'emprise au sol des bâtiments et 62774 m<sup>2</sup> de SHOB construite.

L'établissement dispose d'un régime d'accès restrictif. L'accès au site pour les ressortissants hors UE doit faire l'objet d'une autorisation préalable (6 à 8 semaines).

Des informations plus détaillées sur les activités du groupe et son organisation se trouvent sur son site institutionnel à l'adresse suivante : [www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)

## 2. CONTEXTE

---

### 2.1 Présentation du site web AIDA

Dans le cadre de sa mission d'appui au Ministère en charge de la transition écologique, l'Ineris réalise des programmes d'étude annuels financés par des subventions pour charge de services public.

Un de ces programmes d'appui intègre l'opération AIDA qui constitue une activité transversale de veille et de diffusion d'information sur le web ayant pour objectif :

- D'assurer une veille réglementaire dans le domaine de la prévention des risques industriels et de la protection de l'environnement, en lien/soutien aux différentes activités clé de l'Ineris ;
- De faciliter l'accès en ligne pour divers publics, via le site web public AIDA (<https://aida.ineris.fr>), aux réglementations nationales et européennes relatives à la prévention des risques et à la protection de la nature, ainsi qu'aux documents techniques associés ;
- De permettre aux exploitants d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), d'accéder à un outil d'aide réglementaire sur AIDA qui leur donne la possibilité de consulter les principaux textes environnementaux applicables à leurs activités industrielles ;
- De rendre disponibles, dans des sections dédiées du site AIDA, des informations générales relatives aux installations classées, des guides de bonnes pratiques et d'application de la réglementation, les documents de référence sur les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions polluantes industrielles (BREF).

Initié en 1995 à la demande du ministère en charge de l'environnement, le projet AIDA répondait au besoin de disposer d'un système informatisé de veille réglementaire et d'aide à la décision dans le domaine des ICPE, permettant notamment d'accéder aux textes de référence et aux divers documents techniques associés. Initialement diffusé exclusivement aux inspecteurs des installations classées, la base AIDA est devenue en 2000 un site Internet, étendant ainsi son audience à l'ensemble des acteurs intéressés.

Le site web AIDA propose une base de données intégrant plus de 16000 textes législatifs et réglementaires relatifs au droit de l'environnement, qui sont issus de la veille et de la sélection des textes publiés dans les sources juridiques officielles (Légifrance, Bulletin Officiel du Ministère de la transition écologique, Journaux Officiels de l'UE). Cette veille est réalisée depuis 2023 par un sous-traitant qui se charge également de saisir les textes dans AIDA.

Les contenus intégrés dans AIDA sont fournis à titre informatif, ils ne sont pas exhaustifs et n'ont pas vocation à se substituer à leurs publications officielles qui seules font juridiquement foi.

A la différence du site Légifrance qui regroupe l'ensemble des textes réglementaires de l'Etat, le site AIDA propose un périmètre de textes plus sélectif et un classement thématique adapté aux domaines de la prévention des risques et à la protection de l'environnement. Le site AIDA offre aussi des avantages supplémentaires pour améliorer la consultation des textes grâce à :

- L'intégration de liens transverses entre les textes, et en particulier vers les rubriques de la nomenclature ICPE et vers les articles du code de l'environnement ;
- Une mise en forme éditoriale des textes offrant une meilleure lisibilité ;

La mise en ligne dans les meilleurs délais des textes et un accès en ligne facilité pour les utilisateurs sont la priorité.



## 2.2 Fréquentation du site

Avec 2,5 millions de visites en 2024, AIDA est la source d'information la plus ancienne et la plus consultée de toutes celles mises en ligne par l'Ineris.

## 2.3 Enjeux et objectifs du marché de TMA

Les enjeux et objectifs du marché de TMA du site web AIDA pour l'Ineris sont les suivants :

- Assurer le maintien du site web AIDA comme portail de référence en droit de l'environnement dans le domaine des installations classées, de la prévention des risques et de la protection de l'environnement, au sein de l'Ineris et pour le grand public ;
- Faciliter et optimiser l'alimentation du portail par les gestionnaires en développant des fonctions de chargement de données externes ;
- Optimiser l'ergonomie du site afin de faciliter la consultation ;
- Développer des fonctionnalités permettant de mieux répondre aux besoins des usagers ;
- Donner aux gestionnaires les moyens de mieux connaître l'état et la complétude des contenus de la base AIDA pour les aider à prioriser les travaux.

Le Titulaire aura pour mission de recueillir et analyser les demandes d'évolution présentés par l'Ineris, de se prononcer sur leur faisabilité, de conseiller et de développer le site AIDA en conséquence. Une liste des évolutions inventoriées est fournie au chapitre 8.2 Listes des anomalies et évolutions.

## 2.4 Difficultés d'exploitation rencontrées

L'exploitation du site AIDA par les gestionnaires a mis en évidence certaines difficultés d'utilisation qui devront être traitées dans le marché :

- Régression de fonctionnalités et d'ergonomie suite à des évolutions techniques,
- Ergonomie du backend peu adaptée à l'usage,
- Informations insuffisantes pour assurer le suivi statistique des différents contenus du site,
- Absence de fonction d'import de données externes pour alimenter la base des textes réglementaires du site.

## 2.5 Documents annexes de référence

Réf.	Nom du document	Auteur	Description
[1]	SFD-AIDA.pdf	Ineris	Spécifications fonctionnelles détaillées
[2]	DAT-AIDA.pdf	Ineris	Dossier d'architecture technique

## 3. DESCRIPTION DE LA SOLUTION EXISTANTE

---

### 3.1 Structuration et données du site AIDA

#### 3.1.1 Structuration du site

Le site AIDA est structuré en quatre principales sections qui donnent accès à diverses données et fonctionnalités :

1. La section **REGLEMENTATION** donne accès en particulier à :
  - Une sélection de **textes législatifs et réglementaires**, issus de la veille réglementaire des sources juridiques officielles : Journal Officiel, Bulletin Officiel du Ministère de la transition écologique, Journaux Officiels de l'UE. Cette sélection est régulièrement complétée et mise à jour pour refléter les dernières modifications et évolutions réglementaires. Tous les textes sont mis à disposition dans leur version consolidée. Ils sont consultables via une page de classement thématique et une page de classement chronologique, ainsi que par le moteur de recherche du site.
  - La **nomenclature ICPE** (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : cette nomenclature constitue une référence normative incontournable pour les activités industrielles. Elle est structurée selon un système de classement d'environ 350 rubriques numérotées (en vigueur ou abrogées). Chaque rubrique fait l'objet d'une page actualisée permettant de lister et accéder facilement aux principaux textes de prescriptions applicables, ainsi qu'à des notes d'interprétation. Une version complète de cette nomenclature est également disponible sous la forme d'un fichier PDF.
  - Le **code de l'environnement** : consultable dans sa version consolidée dans le site AIDA avec ses parties législative et réglementaire, il est structuré en plusieurs pages permettant de plus facilement faire des liens hypertextes avec les textes qui citent ce code.
2. La section **AIDE REGLEMENTAIRE ICPE** propose : un ensemble de fonctionnalité qui s'adresse principalement aux exploitants d'ICPE, pour leur permettre de consulter la liste des textes réglementaires susceptibles de s'appliquer à leurs activités industrielles et agricoles. Le site permet de s'inscrire et de renseigner son profil exploitant d'ICPE soit en définissant directement son activité soit en passant par un questionnaire de profilage. Suivant le profil rempli, un tableau de bord remonte les textes et réglementations en vigueur vis-à-vis de son activité. En cas d'évolution des textes réglementaires, des notifications sont envoyées aux profils concernés.
3. La section **INSPECTION DES ICPE** fournit : des pages d'informations thématiques dédiées à l'Inspection des installations classées, avec les éléments (textes réglementaires, des guides, des fiches techniques, des outils...) nécessaires à la compréhension de la réglementation ICPE et de son évolution. L'alimentation et les mises à jour de ces pages sont gérées par des intervenants du ministère.
4. La section **GUIDES ET BREF** fournit : des guides techniques à destination des exploitants pour comprendre et mettre en œuvre la législation. Elle fournit également les documents de référence sur les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions polluantes industrielles (BREF).

L'ensemble des données disponibles sur le site AIDA se compose des types de contenus suivants :

- Aperçu du champs « Corps » :**

---

12/55

- **[Texte Fichier]** : contenu accessible du public sous la forme d'un fichier de la section REGLEMENTATION. Ce type de contenu est utilisé pour des cas particuliers de textes réglementaires. Il est structuré comme le contenu *[Texte HTML]*, auquel est lié un média.
- **[Demande de saisie]** : contenu interne pour le workflow de sous-traitance de saisie des textes réglementaires.
- **[Contenu Inspection ICPE]** : contenu accessible du public sous la forme d'une page dans la section INSPECTION DES ICPE. Il est structuré avec un champ titre et un corps de texte, un lien vers un vocabulaire de la taxonomie (« Page de sommaire Inspection des ICPE »), sans médias liés.
- **[Guide]** : contenu accessible du public sous la forme d'un fichier dans la section GUIDES ET BREF. Il est structuré avec un champ titre, un lien vers un vocabulaire de la taxonomie (« Classement des guides »), avec des médias liés.
- **[Document BREF]** : contenu accessible du public via une page spécifique dans la section GUIDES ET BREF. Il est structuré avec plusieurs champs (titre, code, date), un lien vers un vocabulaire de la taxonomie (« Domaine BREF »), avec des médias liés, et un lien vers des textes réglementaires de type AMPG.
- **[Page simple]** : contenu statique accessible du public sous la forme d'une page du site. Il est structuré avec un champ titre et un corps de texte, sans médias liés.

### 3.1.3 Vocabulaires de la taxonomie

Les données et contenus du site AIDA sont structurés et organisés selon un système de taxonomie dans lequel sont définis des vocabulaires. Chaque vocabulaire constitue une liste de termes élaborée pour un usage déterminé :

- « **Classement chronologique** » : pour le classement chronologique des textes réglementaires, utilisé pour les contenus de type *[Texte HTML]* et *[Texte fichier]*.
- « **Classement thématique** » : pour le classement thématique des textes réglementaires, utilisé pour les contenus de type *[Texte HTML]* et *[Texte fichier]*.
- « **Classement des guides** » : pour le classement des contenus de type *[Guide]*, utilisé dans la section GUIDE ET BREF.
- « **Pages de sommaire Inspection des ICPE** » : pour définir la hiérarchie des pages de sommaire de la section INSPECTION DES ICPE.
- « **Types de texte** » : pour définir les types de texte réglementaire (règlements, directives, décisions, lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.), utilisé pour les contenus de type *[Texte HTML]* et *[Texte fichier]*.
- « **Etat juridique** » : pour définir l'état juridique d'un texte réglementaire (en vigueur, abrogé, ...), utilisé pour les contenus de type *[Texte HTML]* et *[Texte fichier]*.
- « **Domaines BREF** » : pour définir les domaines servant à classer les contenus du type *[Document BREF]*.

- « **Aide réglementaire - Rubriques ICPE** » : pour lister les rubriques de la nomenclature ICPE dans le cadre de la fonctionnalité d'aide réglementaire ICPE.
- « **Aide réglementaire - catégories de question** » : pour lister les catégories de question du questionnaire de profilage dans le cadre de la fonctionnalité d'aide réglementaire ICPE.
- « **Système juridique** » : pour lister les systèmes juridiques officiels (EURLEX, Légifrance)

### 3.1.4 Textes législatifs et réglementaires

Les données de référence principales du site AIDA sont les textes législatifs et réglementaires :

- Les textes sont sélectionnés à partir d'une veille quotidienne assurée par un sous-traitant et contrôlée par le gestionnaire Ineris, à partir des sources juridiques officielles :
  - [Journaux Officiels de l'Union Européenne \(EUR-lex\)](#) : règlements, directives, décisions, recommandations et avis ;
  - [Journal Officiel de la République Française \(Légifrance\)](#) : lois, ordonnances, décrets, arrêtés, instructions, circulaires, notes ;
  - [Bulletin Officiel du Ministère en charge de la transition écologique](#) : arrêtés, décisions ;

A noter que certains textes réglementaires (arrêtés, délibérations) peuvent être transmis directement au gestionnaire Ineris par le ministère (au format PDF) pour être intégrés dans le site AIDA.

- Les nouveaux textes sont intégrés dans le site AIDA par le sous-traitant de gestion réglementaire en utilisant une fonctionnalité de workflow de saisie permettant au gestionnaire AIDA de suivre et valider la publication des textes.
- Les nouveaux textes sont ajoutés principalement en sélectionnant le type de contenu [*Texte HTML*] (ou parfois [*Texte Fichier*]), puis en :
  - Remplissant les métadonnées nécessaires : Titre, état, type de texte, date de signature, date de publication, etc.
  - Intégrant dans le champ « Corps » le contenu copié depuis des sites juridiques officiels. La saisie du contenu doit respecter de nombreuses consignes de formatage et mise en forme éditoriale pour une meilleure lisibilité, listées dans l'annexe du chapitre 9.
- Lorsqu'un texte modificateur est ajouté au site, les modifications sont reportées dans les meilleurs délais dans le contenu des textes existants au niveau de leurs métadonnées ou dans leurs champs « Corps », via un travail manuel de consolidation réalisé par le gestionnaire AIDA.

#### **En savoir plus :**

Le [guide de légistique sur le site Légifrance](#) regroupe toutes les règles, méthodes et principes relatifs à la rédaction des textes législatifs et réglementaires en France. Ce guide permet de clarifier des éléments considérés lors du traitement des textes dans la base AIDA :

- 1- **La structuration des textes réglementaires** : elle est standardisée, avec des éléments d'identification (Titre du texte, date de signature, etc.), les visas (« Vu... »), les articles (numérotés et composés d'alinéas, paragraphes et parfois renvois), les dispositions finales, la

*signature, et les annexes le cas échéant. Un texte long ou traitant de sujets multiples peut être divisé en regroupant les nombreux articles en titres, chapitres et sections. Ce sont certains de ces éléments qui font l'objet d'une mise en forme pour une meilleure lisibilité dans AIDA.*

- 2- **La modification des textes réglementaires** consiste à apporter des changements (modifications, insertions, abrogations) dans un texte existant à la publication d'un nouveau texte modificateur. Le texte à modifier est celui qui est en vigueur, et sur lequel sera effectué le travail de la rédaction consolidée et à jour du texte. On ne modifie en revanche jamais un texte modificateur, simple support de dispositions qui ont été incorporées dans le texte modifié. Le travail de consolidation est réalisé manuellement par le gestionnaire AIDA.

### 3.1.5 Volumétrie de données

- La section REGLEMENTATION du site AIDA permet d'accéder à plus de 16 000 textes réglementaires correspondant principalement à des contenus de type [Texte HTML], et de manière plus limitée à des contenus de type [Texte fichier].
- La section INSPECTION comporte environ 100 contenus de type [Contenu Inspection ICPE].
- La section GUIDES ET BREF comporte environ 70 contenus de type [Guide] ou [Document BREF].

### 3.1.6 Utilisateurs

AIDA est un site public qui s'adresse à un très large public d'utilisateurs : services de l'état, inspection des installations classées, industriels, bureaux d'étude, associations, collectivités. Il est donc utilisable en interne à l'Ineris comme à l'externe. Il est toutefois rappelé que l'Ineris n'est pas responsable de l'utilisation faite par des utilisateurs externes des données issues du site AIDA.

Les utilisateurs peuvent consulter le site AIDA de manière anonyme, ou de manière identifiée après s'être enregistré sur le site AIDA pour bénéficier de certaines fonctionnalités, dont l'aide réglementaire ICPE.

### 3.1.7 Gestionnaires et contributeurs

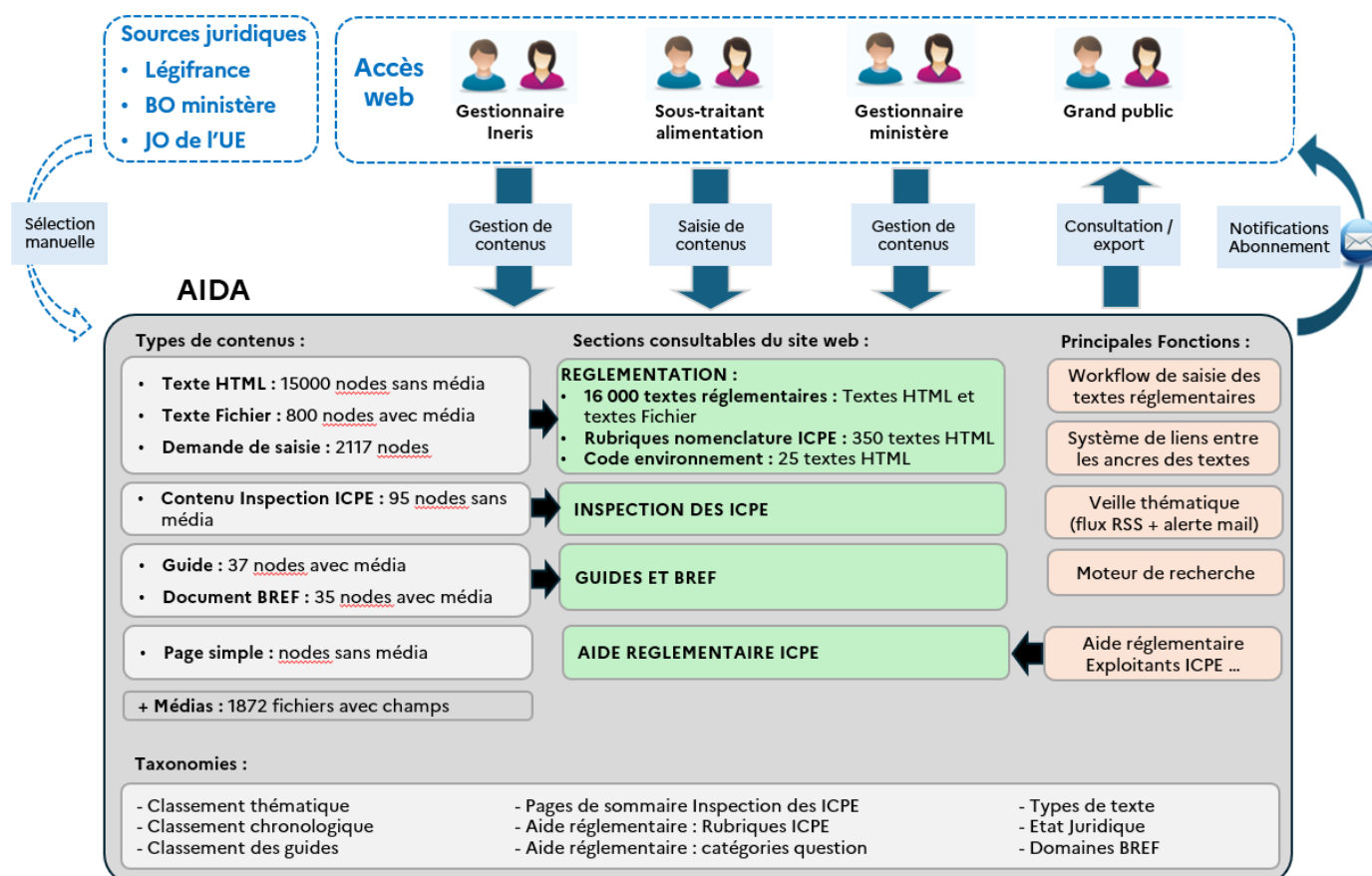
La gestion et l'alimentation du site AIDA est sous la responsabilité de l'Ineris. Cette activité est organisée en s'appuyant sur plusieurs rôles afin de garantir la qualité des données saisies et diffusées :

- **Administrateur** : personnel du département informatique (DSI) de l'Ineris en charge de l'administration du site (réglages/paramétrages – actions en dehors de la gestion des contenus et des utilisateurs) qui intervient en support aux gestionnaires du site.
- **Gestionnaire AIDA** : personnel Ineris en charge d'assurer la gestion et l'alimentation des contenus du site, ainsi que la gestion des utilisateurs.
- **Gestionnaire BREF** : personnel Ineris en charge de mettre à jour les contenus liés aux documents BREF dans la section GUIDE ET BREF.
- **Gestionnaire Inspection des ICPE** : personnel du ministère en charge de mettre à jour les contenus de la section INSPECTION DES ICPE.
- **Sous-traitant de gestion réglementaire** : prestataire externe à l'Ineris en charge d'assurer la veille quotidienne et la saisie manuelle des textes dans le site AIDA, sous le contrôle du gestionnaire AIDA.

## 3.2 Architecture du site AIDA

### 3.2.1 Schéma des flux de données

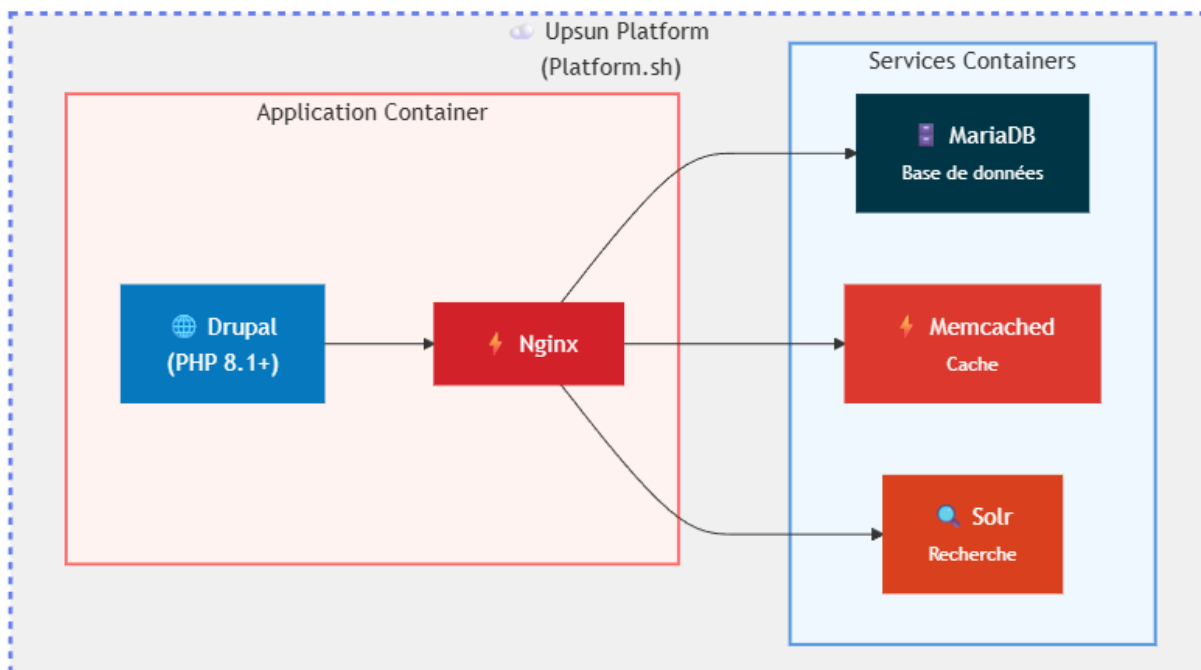
Le schéma suivant présente les flux de données entrants et sortants de l'application :





### 3.2.2 Architecture applicative

Le schéma suivant présente l'architecture applicative du site AIDA :



### 3.2.3 Composants logiciels

L'architecture du site AIDA est constituée des composants logiciels suivants :

- Drupal v10.4
- Php 8.1
- Apache 2.4
- SolR 8.11.1
- MariaDB 10.3

### 3.2.4 Hébergement

Le site AIDA est hébergé depuis novembre 2025 chez Upsun et infogéré par le prestataire en charge de l'infogérance pour l'Ineris.

La plateforme est composée d'un environnement de recette et d'un environnement de production.

PLATEFORME	HOSTNAME	Rôles	VCPU	RAM	HDD DATA consommé en Go	Total HDD disponible en GO
PRODUCTION	main-bvxea6i-m3y6xnftloy6e.fr-3.platformsh.site	webserver drupal production	4.61	6.13GB	17.89GB	23.81GB
RECETTE	develop-sr3snxi-m3y6xnftloy6e.fr-3.platformsh.site	webserver drupal recette	1	0.53GB	17.34GB	23.81GB

### 3.3 Historique et état des anomalies

Les tableaux ci-dessous dressent un état des tickets d'incidents saisis par année dans l'outil Mantis sur la période 2023-2025, par catégorie fonctionnelle, par sévérité et par priorité :

Catégorie fonctionnelle	2023	2024	2025	Total
aide réglementaire thématisée	4	4	3	11
autre	2	4	14	20
classements des textes	1	6	1	8
contenu du site	6	5	6	17
gestion réglementaire	7	6	3	16
graphisme & ergonomie	3	2	6	11
guides et BREF	1	1	1	3
moteur de recherche	2	1	0	3
relations entre textes	0	0	1	1
sous-traitance	2	0	0	2
utilisateur	0	1	1	2
veille thématique & flux rss	0	0	3	3
versions PDF et imprimable	2	0	1	3
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100</b>

Sévérité	2023	2024	2025	Total
bloquant	0	0	4	4
majeur	5	9	17	31
mineur	25	21	19	65
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100</b>

Priorité	2023	2024	2025	Total
immédiate	0	0	2	2
urgente	5	3	7	15
élevée	6	8	13	27
normale	15	17	15	47
basse	3	2	3	8
aucune	1	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100</b>

Ce dernier tableau présente la liste des tickets encore ouverts dans Mantis par catégorie fonctionnelle et par sévérité :

Tickets restants	majeur	mineur	Total
aide réglementaire thématisée	1	7	8
autre	3	3	6
classements des textes	0	6	6
contenu du site	4	7	11
directive IED	0	1	1
gestion réglementaire	0	12	12
graphisme & ergonomie	1	5	6
inspection ICPE	0	2	2
moteur de recherche	0	3	3
utilisateur	0	2	2
veille thématique & flux rss	0	9	9
versions PDF et imprimable	0	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>60</b>	<b>69</b>

## 4. EXIGENCES GENERALES

### 4.1 Disponibilité

Le site AIDA doit être disponible 24h/24 7j/7.

Le taux de disponibilité attendu est de 99,5 % entre 8h et 18h (heures ouvrées, jours ouvrés) et de 95% en dehors de cette plage horaire. La garantie de temps de rétablissement du service à la suite d'un incident bloquant ne doit pas excéder 4 heures ouvrées (8h à 18h du lundi au vendredi).

En cas d'indisponibilité d'un service, une page d'information doit être affichée sur la page d'accueil. Les interruptions de service pour interventions de maintenance préventive, corrective ou évolutive ne sont pas comptabilisées dans le temps d'indisponibilité.

Un système de sonde peut être mis en place par l'Ineris pour la mesure de la disponibilité.

### 4.2 Performances

Afin de répondre aux besoins métiers des usagers, le site AIDA doit présenter les caractéristiques suivantes en matière de performances :

<b>Temps de réponse</b>	Inférieur à 3 secondes pour les requêtes web (hors export de données)
<b>Nombre maximum d'utilisateurs simultanés</b>	100

Les temps de réponse doivent être respectés tant que le nombre d'utilisateurs connectés est inférieur au nombre maximum d'utilisateurs simultanés.

### 4.3 Sécurité et protection des données

#### 4.3.1 Homologation de sécurité

En application du [Décret n° 2022-513 du 8 avril 2022](#), le site AIDA est soumis à une obligation d'homologation de sécurité.

Le Titulaire sera partie prenante de la démarche et devra garantir la conformité de ses livrables aux différents référentiels et implémenter les mesures de sécurité découlant de l'analyse de risque.

#### 4.3.2 Intégration de la sécurité dans le processus de développement

Le Titulaire doit respecter un ensemble de mesures de sécurités relatives aux moyens qu'il utilise pour réaliser ses développements, à la sensibilisation et formation de son personnel, aux méthodes de développement mises en œuvre et aux modalités d'interventions dans le cadre des processus de mise en production et de traitement d'incidents.

Ces mesures font l'objet par le Titulaire d'une description précise au travers d'un Plan d'Assurance Sécurité (PAS), validé par l'Ineris.

Les mesures doivent au minimum être conformes aux exigences suivantes :

- [Guide d'hygiène informatique de l'ANSSI](#). Le Titulaire décrira les mesures renforcées qui sont appliquées.
- La [PSSI de l'état](#) et en particulier les mesures relatives à la sécurité du développement des systèmes :
  - formation obligatoire des développeurs sur le développement sécurisé et sur les vulnérabilités classiques ;
  - utilisation obligatoire d'outils permettant de minimiser les erreurs introduites durant le développement (outils gratuits d'analyse statique de code, utilisation de bibliothèques réputées pour leur sécurité, etc.) ;
  - production de documentation technique décrivant l'implantation des protections développées (gestion de l'authentification, stockage des mots de passe, gestion des droits, chiffrement, etc.) ;
  - respect de normes de développement sécurisé ;
  - obligation pour le prestataire de corriger les vulnérabilités introduites durant le développement et qui lui sont remontées, en incluant automatiquement les corrections des autres occurrences des mêmes erreurs de programmation.

De plus, dans le cadre de sa mission de TMA, le Titulaire doit :

- Disposer d'une capacité d'analyse d'impact rapide sur remontée d'alerte critique CERT pour proposer rapidement les corrections de vulnérabilités sur sollicitation des équipes Ineris en charge de la surveillance des alertes CERT
- Assurer une maintenance préventive et un traitement d'obsolescence en intégrant les montées de version et les installations de patch des alertes non critiques des différents composants applicatifs de manière périodique.
- Les bonnes pratiques en matière de développement sécurisé :
  - Sécurisation des codes sources afin de :
    - se prémunir contre les failles de sécurité courantes qui, exploitées par un tiers pourraient porter atteinte au fonctionnement normal de l'application, à l'intégrité ou à la confidentialité des données ;
    - assurer la séparation des tâches et la protection des données ou des programmes sensibles en restreignant les droits d'accès et de manipulation des données sensibles ;
    - se prémunir contre des codes frauduleux pouvant favoriser les attaques logiques externes comme internes ;
    - garantir la traçabilité des modifications apportées à l'application ;
    - assurer un contrôle et un suivi régulier des mesures de sécurité tout au long du projet afin de garantir un niveau de sécurité minimum pour le système ;
    - être en conformité avec la politique de sécurité définie et appliquée.

- Application des normes de développement propres aux outils utilisées, des standards de sécurisation des applications web de l'ANSSI, du référentiel général de sécurité (RGS), du standard OWASP
- Protéger tous les champs de saisies contre les attaques XSS et injection SQL
- Revue de code dont le processus sera précisément décrit
- Tests de sécurité
- La mise en œuvre d'une architecture applicative permettant un cloisonnement physique N-Tiers afin de limiter les possibilités de latéralisation et rendre possible le filtrage et/ou chiffrement entre ces différents composants.

### 4.3.3 Intégrité

En matière d'intégrité des données, l'Ineris exige que les données métiers saisies ou transférées dans le système, ne subissent aucune altération lors de leur traitement, de leur stockage ou de leur transfert dans le cadre du fonctionnement de l'application.

### 4.3.4 Confidentialité

Certaines données stockées sur le portail seront sujettes à confidentialité et ne devront être accessibles qu'en accès strictement restreint.

### 4.3.5 Traçabilité

Toutes les opérations effectuées sur les données (intégration de données, gestion des données depuis les interfaces) doivent être tracées. Les traces doivent pouvoir être consultées depuis le backend du portail.

## 4.4 RGPD

Le Titulaire de ce marché intervient comme sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). A ce titre, il doit respecter, en particulier, les exigences énoncées au chapitre « Exigences relatives à la protection des données à caractère personnel (DCP) » du CCAP.

## 4.5 Accessibilité

Le Portail Substances Chimiques doit répondre à la réglementation en vigueur en matière d'accessibilité, à savoir :

- [L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005](#) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- [Décret d'application n° 2019-768 du 24 juillet 2019](#) relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne

Le Portail Substances Chimiques a fait l'objet d'un audit d'accessibilité et d'une mise en conformité en août 2025. Voir rapport d'audit d'accessibilité en annexe.

Le Titulaire s'engage à :

- intégrer dans sa démarche de développement les exigences de l'accessibilité

- apporter les améliorations nécessaires pour maintenir un site conforme
- publier, ou a minima fournir, les documents obligatoires.

## 4.6 Eco-conception

Le Portail Substances Chimiques doit adopter les recommandations du référentiel générale de l'écoconception des services numériques RGEN : [Référentiel général d'écoconception de services numériques \(RGEN\) - 2024 - Numérique écoresponsable](#)

## 4.7 Usine logicielle

Le Titulaire du marché doit s'intégrer à l'usine logicielle de l'Ineris, nommé Julie.

L'usine logicielle, basée sur la solution Gitlab, est composée à ce jour des fonctionnalités suivantes :

- Historisation du code
- Gestion des versions
- Contrôle qualité du code avec SonarQube
- En cours de mise au point : Chaîne CI/CD pour déploiement automatisé des nouvelles versions

Le Titulaire disposera des accès nécessaires à ces différents outils.

## 5. PRESENTATION DE L'ACCORD CADRE

---

### 5.1 Description générale

L'accord cadre est organisé en un seul lot, constitué des prestations suivantes :

- Initialisation
- Maintenance corrective
- Exploitation applicative
- Etude de faisabilité
- Maintenance évolutive
- Gouvernance
- Réversibilité

### 5.2 Acteurs du projet

#### 5.2.1 Titulaire

Le candidat à ce marché doit proposer une organisation projet présentant *a minima* :

- Un directeur de Projet,
- Un chef de projet,
- Equipe de développeurs dédiés.

#### 5.2.2 Ineris

Pour la conduite du marché de maintenance du site AIDA, l'Ineris s'organise autour de deux entités :

- Une maîtrise d'ouvrage (MOA) assurée par la Direction de la Stratégie, de la politique scientifique et de la communication (SCI), qui porte le rôle de donneur d'ordre et la responsabilité des besoins métiers.
- Une maîtrise d'œuvre (MOE) assurée par le Département des Systèmes d'Information (DSI), qui est en charge de garantir la cohérence technique de la solution développée et en charge du pilotage et suivi de la bonne exécution du marché.

Ainsi, dans l'organisation du projet, le Titulaire devra tenir compte des rôles suivants :

- Directeur de projet MOA (SCI)
- Chef de projet MOA (SCI)
- Directeur de projet MOE (DSI)
- Chef de projet MOE (DSI)



## 5.3 Description des marchés subséquents

Les marchés subséquents de l'accord cadre sont les suivants :

Marché subséquent	Description	Modalités de paiement
<b><u>MS0</u></b> Initialisation	Marché subséquent forfaitaire ferme engagé au moment de la notification, selon le modèle d'UO présenté dans cet accord cadre	Paiement à la réception des livrables
<b><u>MS1</u></b> Maintenance corrective selon SLA	Marché subséquent forfaitaire à bon de commande, selon le modèle d'UO présenté dans cet accord cadre	Forfait annuel
<b><u>MS2</u></b> Maintenance corrective par train de maintenance	Marché subséquent forfaitaire à bon de commande, selon le modèle d'UO présenté dans cet accord cadre	Paiement à la réception de tous les livrables
<b><u>MS3</u></b> Maintenance évolutive / Etude de faisabilité	Marché subséquent à bon de commande, devis du projet selon les méthodes d'estimation du Titulaire présentées dans son mémoire technique, et selon le modèle d'UO présenté dans cet accord cadre	Paiement à la réception des livrables
<b><u>MS4</u></b> Gouvernance	Marché subséquent forfaitaire à bon de commande, selon les modèles d'UO présentés dans cet accord cadre	Forfait annuel
<b><u>MS5</u></b> Réversibilité	Marché subséquent forfaitaire à bon de commande, selon le modèle d'UO présentés dans cet accord cadre	Paiement à la réception des livrables

Tableau des marchés subséquents

## 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET SERVICES ATTENDUS

---

### 6.1 Initialisation

#### 6.1.1 Périmètre et objectifs

La phase d'initialisation consiste pour le titulaire à :

- Prendre connaissance des différents métiers et expertises de l'Ineris autour de la diffusion de la réglementation environnementale sur le site AIDA, en particulier à travers l'ensemble des informations présentées aux chapitres 2 et 3;
- Prendre connaissance de l'architecture technique et fonctionnelle de l'application, et de l'ensemble de ses fonctionnalités ;
- Mettre en place sa plateforme de développement et d'intégration ;
- Adopter les outils de l'usine logicielle de l'Ineris et mettre en place la chaîne d'intégration et de déploiement continus ;
- Adopter l'outil (Mantis) et la procédure de gestion des incidents et des demandes de l'Ineris ;
- Mettre en place la relation avec l'hébergeur afin de pouvoir assurer les mises en Production ;
- Mettre en place les outils et procédures d'exploitation applicative afin d'assurer le maintien en conditions opérationnelles de l'application ;
- Mettre en place ses outils de pilotage et de suivi des prestations, y compris les indicateurs de performance ;
- De manière générale, mettre en place toutes les conditions techniques et humaines nécessaires à la bonne réalisation des prestations décrites dans le présent accord cadre ;
- Réaliser l'inventaire et l'analyse des éléments fournis, dresser un état des lieux et effectuer les recommandations nécessaires en vue d'élaborer et de suivre un plan d'amélioration du site AIDA sur toute la durée du marché.

#### 6.1.2 Modalités d'exécution

La phase d'initialisation se déroule sur une période de 2 mois après notification du marché.

Les entrants fournis au titulaire pour effectuer cette phase d'initialisation sont les suivants :

- Documentation métier
- Ensemble de la documentation fonctionnelle et technique de l'application
- Code source de l'application
- Cahiers de tests de l'application
- Ateliers de transfert de connaissance avec l'Ineris
- Accès à l'usine logicielle de l'Ineris (GitLab, SonarQube)
- Accès à l'outil de gestion des demandes de l'Ineris (Mantis).

Le Titulaire devra utiliser les outils de gestion de configuration (GitLab) et de gestion des demandes et incidents de l'Ineris (Mantis).

### 6.1.3 Livrables attendus

Le titulaire devra fournir les livrables suivants à l'issue la phase d'initialisation :

- Réunion de lancement du marché et son compte rendu
- Plan d'assurance qualité (PAQ) pour l'exécution des prestations prévues dans l'accord cadre, comprenant notamment la définition des indicateurs permettant de contrôler la bonne exécution des prestations
- Plan d'assurance sécurité (PAS)
- Etat des lieux de l'application
- Recommandations sur les modifications fonctionnelles et techniques à apporter à l'application pour en améliorer son fonctionnement et ses performances.

## 6.2 Maintenance corrective

### 6.2.1 Périmètre et objectifs

La maintenance applicative couvre :

- La maintenance corrective : modification apportée en vue de corriger un défaut rencontré ;
- La maintenance préventive : modification apportée pour corriger les défauts latents avant qu'ils ne surviennent ;
- La maintenance adaptative : modification apportée pour que le produit reste utilisable après modification de l'environnement (exemple d'une évolution d'un logiciel de base) ;
- La maintenance perfective : modification apportée en vue d'améliorer l'efficacité ou la maintenabilité.

Les différents types de maintenance énoncés ci-dessus seront assimilés à de la maintenance corrective dans la suite du document.

La prestation de maintenance corrective consiste en la correction par le Titulaire des défauts de conception ou de fabrication pouvant se manifester par des dysfonctionnements sur l'application. Le Titulaire s'engage à détecter les défauts, les dépanner et à remettre en état de fonctionnement normal le système défectueux, selon les engagements pris en termes de gestion des incidents.

En cas de dysfonctionnement, une solution de contournement peut être mise en place pour rétablir un fonctionnement acceptable, le temps qu'une correction du défaut constaté soit appliquée.

La maintenance corrective comprend également :

- l'application des mises à jour logicielles (de sécurité ou autre) pour toutes les briques logicielles composant l'application ;
- une veille technologique permettant l'anticipation et l'application de ces mises à jour au plus tôt ;
- la prise en charge des évolutions fonctionnelles mineures.

Une évolution fonctionnelle est considérée comme mineure lorsque son impact fonctionnel est limité, sans impact majeur sur l'architecture ou l'exploitation de l'application, et sa charge de développement de quelques heures à quelques jours maximum.

## 6.2.2 Modalités d'exécution

Tout besoin ou demande de correction, ou d'évolution mineure, doit donner lieu à un ticket dans l'outil Mantis dédié au suivi des incidents et demandes.

Un ticket peut être traité selon deux modes d'intervention :

- Pour les tickets bloquants : **prise en charge immédiate** selon la procédure de traitement des incidents
- Pour les tickets autres que bloquants : **prise en charge différée au sein d'un train de maintenance**

Le Titulaire tiendra à jour un bilan des anomalies prises en charge, avec délai de prise en charge et délai de correction moyens, qu'il présentera à l'Ineris à chaque comité de suivi projet.

## 6.2.3 Prise en charge immédiate selon SLA

### 6.2.3.1 Principes

Une anomalie de fonctionnement ou un incident d'exploitation est déclaré par l'Ineris par l'ouverture d'un ticket sous Mantis. Le niveau de criticité d'un incident est déterminé par l'Ineris conformément à la classification définie au paragraphe **6.2.3.2 Criticité des incidents**.

Un incident qualifié de bloquant devra être pris en charge selon les SLA décrits dans le tableau ci-dessous. Un incident de criticité inférieure (majeure, mineure) est ajouté à la liste des tickets Mantis et pourra être traité dans le cadre d'un train de maintenance, conformément au paragraphe **6.2.4 Prise en charge différée par train de maintenance**.

Le tableau suivant présente les engagements à respecter par le Titulaire (en heures et jours ouvrés) :

Criticité	Délai de prise en charge	Délai de correction (contournement)	Délai de Correction définitive
<b>Bloquante</b>	4h	1j	3j

Le **délai de prise en charge** correspond au délai entre la déclaration d'un incident par l'Ineris auprès du Titulaire (ou le Titulaire lui-même) et la prise en charge de l'incident par le Titulaire.

Le **délai de correction** (appelé aussi délai de rétablissement) est le délai entre la prise en charge du ticket par le Titulaire et le déploiement du correctif par le Titulaire, sous réserve que ce correctif soit validé par l'Ineris lors de l'étape de validation. Le correctif peut consister en une solution de contournement le temps d'appliquer une solution définitive.

### 6.2.3.2 Criticité des incidents

Afin d'assurer la maintenance de l'application, le Titulaire prend en compte la classification suivante des incidents :

- ### 6.2.3.3 *Traitement d'un incident*

Le diagramme illustre le processus de gestion de la demande de développement logiciel, structuré en phases et états.

**Phases (états jaunes) :**

- ANALYSE :** Point de départ initial. Si la TMA accepte la prise en charge (OK), on passe à CONFIRME. Si la TMA a besoin de plus d'informations (KO), on passe à COMMENTAIRE.
- CONFIRME :** Le développeur est identifié. Le développement commence.
- AFFECTE :** Réalisation produite et testée en local, déployée en intégration.
- IMPLEMENTE :** Phase de mise en œuvre.
- validation :** Point de décision. Si OK, on passe à A LIVRER. Si KO, on retourne à AFFECTE.
- A LIVRER :** Phase de livraison.
- LIVRE :** Phase de livraison finale.

**Phases (états bleus) :**

- INSTALLER :** Phase d'installation, précédée par la phase de recette.
- recette :** Point de décision. Si OK, on passe à RESOLU. Si KO, on retourne à COMMENTAIRE.
- RESOLU :** Phase de résolution.
- EN PRODUCTION :** Phase de mise en production.

**Phases (états verts) :**

- NOUVEAU :** Point de départ initial.
- analyse :** Point de décision. Si OK, on passe à ACCEPTER. Si KO, on retourne à NOUVEAU.
- ACCEPTER :** Phase d'acceptation.
- FERME :** Phase de fermeture.

**Changement à l'état par :**

- MOA / AMOA (vert)
- Prestataire DEV (jaune)
- Prestataire EXP (exploitation) (bleu)

- **La déclaration d'un incident** est à la charge de l'Ineris. La déclaration est établie par la création d'un ticket « anomalie » dans Mantis. La déclaration doit faire part de toutes les informations constatées pour favoriser l'analyse et la résolution de l'incident.
- **L'acceptation d'un incident** est à la charge de l'Ineris. Elle consiste en une validation interne de l'anomalie. L'acceptation de l'incident entraîne l'affectation et la soumission du ticket au Titulaire. Cette étape marque le début du délai de prise en charge.
- **La confirmation de l'incident** est à la charge du Titulaire. La confirmation du ticket créé dans Mantis marque la prise en charge de l'incident par le Titulaire. La prise en compte de l'incident par le Titulaire doit se faire dans le respect du délai de prise en charge (ou temps d'intervention).

Elle consiste en l'analyse et le diagnostic de l'anomalie constatée afin d'identifier l'origine du défaut constaté et confirmer qu'il est du ressort de la maintenance corrective. Le rapport d'analyse, à consigner dans Mantis, doit fournir les informations suivantes :

- La date, l'heure de la prise en compte par le Titulaire, afin de mesurer le délai de prise en charge ou temps d'intervention (pouvant s'appuyer sur l'horodatage des changements d'état dans Mantis) ;
  - Les composants affectés selon l'analyse du Titulaire ;
  - La nature des actions envisagées pour traiter l'incident (solution de contournement ou correction définitive) ;
  - Une estimation de la charge de correction incluant les tests fonctionnels ;
  - La qualification de l'incident selon le Titulaire.
- **La correction de l'incident** est à la charge du Titulaire. Elle consiste en la correction du défaut, ou la mise en place d'une solution de contournement, le temps que le correctif soit appliqué. Elle doit être validée par le Titulaire avec les tests nécessaires : tests unitaires, tests d'intégration, tests de performances, tests de non-régression.
  - **La livraison du correctif** est à la charge du Titulaire. Elle consiste à fournir une nouvelle version de l'application ou du composant affecté embarquant le correctif ou la solution de contournement afin de permettre à l'Ineris de valider le correctif.
  - **La validation du correctif** est à la charge de l'Ineris. Elle consiste à mener les tests fonctionnels et techniques validant le correctif avant déploiement en environnement de Production.
  - **Le déploiement en production** du correctif est à la charge du Titulaire. Il consiste à installer les composants applicatifs corrigés afin de corriger le défaut en Production et rétablir le service attendu. Le déploiement marque la fin du délai de correction (ou temps de rétablissement).

#### 6.2.3.4 Livrables attendus

La livraison d'un correctif par le Titulaire selon les SLA devra donner lieu à la fourniture des livrables suivants, et ce pour chaque ticket :

- Le rapport d'analyse
- La description du correctif apporté
- La livraison du correctif (les codes sources de l'application mise à jour, via l'outil de gestion des versions)
- Les preuves de tests du correctif
- La mise à jour de la documentation technique (DAT, procédures d'exploitation, etc.) lorsque nécessaire

### 6.2.4 Prise en charge différée par train de maintenance

#### 6.2.4.1 Principes

Un incident de criticité majeure ou mineure est traité dans le cadre d'un train de maintenance selon les principes décrits ci-dessous.

Un train de maintenance (appelé aussi lot) est défini par un périmètre composé d'un ensemble de tickets. Le périmètre du train de maintenance est défini conjointement entre l'Ineris et le Titulaire.

L’Ineris fournit une priorisation des tickets et une liste de tickets qu’il souhaite voir constituer le prochain lot. Sur la base de cette liste, le Titulaire réalise une estimation des travaux correspondants et propose éventuellement des ajustements de périmètre pour garantir une cohérence technique et fonctionnelle du lot de tickets.

Une fois le périmètre convenu entre les deux parties, le Titulaire fournit un devis et un planning des travaux correspondant au lot de tickets en utilisant les UO du BPU. L’Ineris peut s’appuyer sur ce devis pour passer commande. Pour chaque train de maintenance, le Titulaire s’engage sur la charge et les délais de réalisation, selon une logique forfaitaire.

Le Titulaire s’engage, selon une logique forfaitaire, à fournir le périmètre défini selon le planning défini lors de la réunion de cadrage et ce, en garantissant le niveau de qualité requis (respect de l’indicateur de qualité des livraisons).

#### **6.2.4.2 Modalités de déclenchement**

La demande est formellement exprimée par l’Ineris et actée par l’envoi d’un bon de commande.

#### **6.2.4.3 Réalisation**

Le Titulaire réalise la conception, les développements, les tests unitaires et les tests d’intégration, ainsi que le paramétrage nécessaire de l’application. Une fois l’ensemble des tickets testé, il déploie les tickets traités en environnement de recette pour leur validation par l’Ineris.

#### **6.2.4.4 Livrables attendus**

La livraison d’un train de maintenance devra donner lieu à la fourniture des livrables suivants :

Pour chaque ticket :

- Le rapport d’analyse
- La description du correctif apporté
- L’estimation de charges correspondant à la correction du ticket
- Les preuves de tests du correctif

Une nouvelle version de l’application, déployée en environnement de recette, comprenant le lot de tickets qui composent le train de maintenance, avec :

- Les codes sources de l’application mise à jour, via l’outil de gestion des versions ;
- Le rapport des tests effectués ;
- La mise à jour de la documentation technique (DAT, procédures d’exploitation, procédures d’installation, etc.) lorsque nécessaire

La bonne réception des livrables est conditionnée par l’étape de validation de l’Ineris et la vérification du bon fonctionnement de la nouvelle version de l’application.

#### **6.2.4.5 Validation**

L’Ineris réalise la validation des tickets du périmètre convenu en environnement de recette. Le Titulaire doit prendre à sa charge les corrections complémentaires pour les tickets non entièrement corrigés.

Un bilan de recette sera transmis par l’Ineris au Titulaire avec la liste des tickets corrigés et la liste des tickets réouverts nécessitant une nouvelle correction.

La livraison répondra aux exigences de qualité si elle satisfait l’indicateur de qualité suivant :

- Indicateur de qualité : nombre de tickets en recette qui retournent en développement du fait d’une non-conformité : objectif  $\leq 10\%$

#### 6.2.4.6 Déploiement

Une fois l’ensemble des tickets validé, le Titulaire prend en charge son déploiement en environnement de production. Il doit saisir la demande de changement dans la CMDB (Easyvista) et la clore une fois le déploiement réalisé (dans le respect de la procédure de gestion des changements de l’Ineris).

### 6.3 Maintenance évolutive

#### 6.3.1 Généralités

La prestation de maintenance évolutive permet la prise en charge par le Titulaire de toute modification nécessaire à l’adaptation du site AIDA à l’évolution des besoins, qu’ils soient d’origine technique, métier, réglementaire, ou encore organisationnelle.

Elle peut consister à mener une étude de faisabilité préalable à une évolution. L’étude vise à vérifier la faisabilité technique d’une évolution, à analyser les solutions et à évaluer les impacts (technique, coût et délais) de sa mise en œuvre éventuelle. Elle permet de préparer la réalisation d’un projet d’évolution pour lequel il est nécessaire d’identifier une solution au préalable et difficile d’estimer le coût et les délais de réalisation.

#### 6.3.2 Modalités de déclenchement

La demande d’évolution ou d’étude sera formellement exprimée par l’Ineris.

Selon l’importance de la demande, l’Ineris peut fournir un cahier des charges, une mise à jour des spécifications fonctionnelles du site avec l’évolution spécifiée, et ouvrira dans tous les cas un ticket exprimant la demande d’évolution ou d’étude et permettant le suivi de la demande dans Mantis.

Le Titulaire fournira, en réponse à la demande, un devis avec coût et planning de réalisation de l’évolution, ou de l’étude, sur lequel l’Ineris doit pouvoir s’appuyer pour commander une prestation de maintenance évolutive.

Le déclenchement d’une prestation de maintenance évolutive est acté par l’envoi d’un bon de commande par l’Ineris.

#### 6.3.3 Modalités d’exécution de la prestation

Une fois la proposition acceptée par l’Ineris, dans les conditions exprimées par le Titulaire, ce dernier procède à la prestation de maintenance évolutive.

Dans le cas d’une étude, le titulaire procède aux travaux nécessaires permettant d’évaluer la faisabilité technique, les impacts techniques et fonctionnels, et le coût de réalisation de l’évolution envisagée.

Concernant la mise en œuvre d’une évolution, elle s’exécute selon les activités suivantes :

- **Conception** : atelier(s) de recueil des besoins, rédaction ou mise à jour des spécifications techniques ;



- **Développement** : développement, tests unitaires et paramétrage des fonctionnalités demandées ;
- **Tests** : tests des fonctionnalités développées et tests de non-régression ;
- **Recette** : réalisation des correctifs nécessaires pendant la phase de recette par l’Ineris ;

### 6.3.4 Suivi d’exécution de la prestation

Le suivi des prestations de maintenance évolutive sera assuré lors des comités de suivi de projet.

### 6.3.5 Délais de réalisation

Les délais de réalisation de cette prestation correspondent à ceux définis dans le planning élaboré conjointement entre les deux parties et mentionnés dans la commande de la prestation.

### 6.3.6 Livrables attendus

A l’issue d’un acte de maintenance évolutive, le Titulaire remet à l’Ineris les livrables suivants :

- Le DAT mis à jour lorsque pertinent ;
- Les codes sources de l’application mise à jour, via l’outil de gestion des versions ;
- Le rapport des tests effectués ;
- La procédure d’installation du livrable ;
- Le manuel utilisateur, mis à jour.

Dans le cas particulier d’une étude, les livrables attendus sont les suivants :

- Un dossier d’étude de faisabilité décrivant a minima :
  - La formalisation des besoins recueillis ;
  - L’expression générale de l’évolution à mettre en œuvre pour répondre au besoin ;
  - Les impacts éventuels en matière d’architecture technique et d’exploitation ;
  - Les charges et le délai de mise en oeuvre de l’évolution.
- Un devis détaillant les coûts de réalisation de l’évolution et permettant à l’Ineris de commander la prestation.

### 6.3.7 Validation

Les modalités de validation des différents livrables d’une prestation de maintenance évolutive, sont décrites dans le Plan Qualité validé par l’Ineris lors de la phase d’initialisation.

En cas de réception refusée ou acceptée avec réserves, l’itération à venir devra faire l’objet d’un engagement de délai.

## 6.4 Gouvernance

### 6.4.1 Périmètre et objectifs

La prestation de gouvernance consiste à mettre en œuvre les outils de pilotage et de suivi permettant de garantir la bonne exécution de l’ensemble des prestations du Marché et sur toute la durée du Marché. Elle démarre à l’issue de la phase d’initialisation.

Elle comprend :

- L'organisation et la tenue d'un comité de pilotage trimestriel
- L'organisation et la tenue d'un comité de suivi de projet bimensuel
- Le suivi des actions sur l'ensemble des prestations du marché
- La définition, le suivi et le reporting des indicateurs de performances
- La maintenance du Plan d'Assurance Qualité initié lors de la phase de démarrage

### 6.4.2 Suivi d'indicateurs

Le titulaire s'engage à définir et à suivre des indicateurs de performance dans le cadre de cette prestation, permettant de mesurer objectivement la performance des prestations du marché.

L'Ineris souhaite a minima suivre la performance à partir des indicateurs suivants :

- Niveau de compétences de l'équipe (compétences techniques et métier)
- Etat de la documentation
- Respect des engagements de délais et de coûts
- Respect des engagements de service pour la prise en charge d'incidents
- Evolution du backlog de tickets
- Qualité des livraisons (taux de résolution des tickets)
- Respect des délais
- Niveau d'obsolescence
- Niveau de sécurité
- Taux de respect des temps de réponse (performance)
- Taux de disponibilité

Ces indicateurs, dont la définition sera précisée dans le plan d'assurance qualité, seront présentés lors des comités de pilotage.

### 6.4.3 Modalités d'exécution

#### 6.4.3.1 Comité de pilotage

Le comité de pilotage est une instance de suivi du projet à fréquence trimestrielle (tous les 3 mois).

Le comité de pilotage se tiendra, en langue française, dans les locaux de l'Ineris ou exceptionnellement avec l'accord de l'Ineris en tout autre lieu.

Son organisation est à la charge du Titulaire et comporte :

- La préparation du support de présentation du comité
- La préparation de l'ordre du jour

- La transmission des documents préparatoires, 2 jours au plus tard avant la date du comité
- La rédaction du compte rendu du comité sous 5 jours

Le compte rendu du comité sera soumis à validation de l'Ineris.

Le comité de pilotage a pour objet de :

- Rapporter l'état d'avancement général du projet
- Exposer les difficultés rencontrées sur la période
- Faire un bilan sur la période écoulée du suivi d'exploitation
- Suivre les indicateurs définis au PAQ afin de contrôler la bonne exécution des prestations du Marché
- Prononcer les arbitrages stratégiques (organisation, délais, coûts, évolutions).

Les participants au comité de pilotage sont a minima :

- Le directeur de projet chez le Titulaire
- Le chef de projet chez le Titulaire
- Le directeur de projet Ineris
- Le chef de projet MOE Ineris
- Le chef de projet MOA Ineris.

#### 6.4.3.2 *Comité de suivi de projet*

Le comité de suivi est une instance de suivi du projet à fréquence bimensuelle (2 fois par mois).

Le comité de suivi pourra se tenir dans les locaux de l'Ineris, par réunion téléphonique ou par vidéoconférence.

Son organisation est à la charge du Titulaire et comporte :

- La préparation du support de présentation du comité, avec notamment
  - Planning détaillé à jour
  - Tableau de suivi des actions
  - Tableau de suivi des anomalies
- La préparation de l'ordre du jour
- La transmission des documents préparatoires, 1 jour au plus tard avant la date du comité
- La rédaction du compte rendu du comité sous 5 jours.

Le compte rendu du comité sera soumis à validation de l'Ineris

Le comité de suivi a pour objet de :

- Faire le suivi d'avancement du projet (planning)
- Traiter les difficultés opérationnelles
- Faire le point sur les anomalies

- Effectuer le suivi des actions du projet.

Les participants au comité de suivi sont a minima :

- Le chef de projet chez le Titulaire
- Le chef de projet MOE Ineris
- Le chef de projet MOA Ineris.

#### 6.4.4 Livrables attendus

Le titulaire devra fournir les livrables suivants pour la prestation de gouvernance :

- Supports de présentation des comités
- Comptes rendus des comités
- Plan d'Assurance Qualité maintenu à jour
- Plan de réversibilité maintenu à jour
- Le suivi des indicateurs de performance
- Un rapport trimestriel du suivi d'exploitation comprenant :
  - Un bilan des incidents d'exploitation sur la période
    - La liste récapitulative des incidents constatés ou anticipés ;
    - Les actions préventives ou correctives entreprises ;
    - Le délai de résolution moyen d'un incident ;
    - Le délai maximal de résolution d'un incident ;
    - Le taux de respect des délais d'intervention et de résolution ;
  - Un bilan des déploiements réalisés
  - Un bilan de la disponibilité sur la période
    - Le taux de disponibilité global de l'application ;
  - Un bilan des performances sur la période
    - Les performances moyennes ;
    - Le taux de respect des temps de réponse ;
  - Des recommandations pour l'amélioration du service et des performances de l'application

### 6.5 Réversibilité

#### 6.5.1 Généralités

La « réversibilité » désigne l'opération de retour de responsabilité technique, par laquelle le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire de l'accord cadre arrivant à terme.

La « transférabilité » désigne l'opération de transfert de responsabilité technique, par laquelle le pouvoir adjudicateur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire de l'accord cadre arrivant à terme.

Dans la suite du chapitre, on entendra par « réversibilité » aussi bien la réversibilité que la transférabilité.

La période de réversibilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité technique précédemment définis.

Le « plan de réversibilité » est le document qui décrit la durée et les conditions et les moyens de mise en œuvre de la réversibilité.

L'Ineris se réserve le droit d'interrompre le contrat avant son terme en cas de non-respect des engagements contractuels du titulaire.

En cas de cessation du présent contrat, pour quelle que cause que ce soit, le titulaire s'engage à apporter tout son concours aux opérations de réversibilité conformément aux dispositions du plan de réversibilité. Il s'engage à ce titre à :

- Elaborer en concertation avec l'Ineris un plan de réversibilité qui comprendra a minima les éléments suivants : périmètre, organisation, phases, modalités, planning, moyens
- Exécuter les prestations prévues dans le plan de réversibilité.

La prestation de réversibilité comprend :

- La fourniture du plan de réversibilité **dès la phase d'initialisation** et sa tenue à jour tout au long de l'exécution du contrat pour permettre de procéder à tout moment à la réversibilité de la prestation
- L'exécution du plan de réversibilité en cas de cessation du contrat, à savoir :
  - Le transfert de connaissances vers l'Ineris, et/ou les équipes techniques du nouveau prestataire, portant sur l'ensemble des prestations définies dans le présent CCTP. Ce transfert de connaissances sera basé sur des sessions de formation, et tout autre moyen jugé nécessaire pour garantir la réussite du transfert ;
  - La fourniture du fond documentaire complet, mis à jour et maintenable ;
  - L'assistance technique pendant la période permettant la prise en charge de la maintenance applicative par l'Ineris ou par un tiers désigné par l'institut.

### 6.5.2 Modalités de déclenchement

L'Ineris se réserve le droit de ne pas déclencher cette prestation s'il estime être en mesure de reprendre la maintenance applicative de manière autonome.

Cette prestation est déclenchée par l'émission d'un bon de commande auprès du Titulaire sortant.

La prestation de réversibilité est généralement commandée dans les cas suivants :

- Le marché de maintenance applicative arrive à échéance ;
- L'application est arrêtée ;

- Les règles d'exécution du marché décrites dans le présent accord cadre et précisées dans les marchés subséquents ne sont pas respectées par le Titulaire.

### 6.5.3 Modalités d'exécution

A l'issue de la phase de prise en charge, le titulaire disposera d'un délai de 3 mois pour rédiger une première version du plan de réversibilité.

Le plan devra être mis à jour pour tenir compte des évolutions de l'application. Le plan et ses mises à jour seront approuvés par le Comité de Pilotage. Une revue annuelle du plan de réversibilité sera effectuée à l'initiative de l'Ineris.

La phase de réversibilité dont la durée sera au minimum de 2 mois et ne pourra excéder 3 mois se déroulera dans la période qui précède le terme du contrat ou la prise d'effet de la résiliation du contrat, en parallèle de l'exécution des prestations. Les modalités de déclenchement de la réversibilité par l'Ineris seront conformes au plan de réversibilité (préavis à respecter).

### 6.5.4 Livrables

Le Titulaire remet à l'Ineris les livrables suivants :

- Un plan de réversibilité décrivant la durée, les conditions et les moyens de mise en œuvre de la réversibilité. Une première version de ce plan est fournie dès la phase de prise en charge.
- Fond documentaire complet et à jour ;
- L'intégralité des codes sources de l'application ;
- Le(s) compte-rendu(s) des réunions de suivi de la prestation.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage auprès de l'Ineris, après la réalisation de cette prestation à ne plus conserver de données relatives à l'application objet du marché, et tout particulièrement les données à caractère personnel pouvant être sous sa responsabilité (cf 1.6.5 RGPD). L'intégralité de ces données doit être supprimée des infrastructures du Titulaire.

### 6.5.5 Propriété et réversibilité

L'Ineris restera propriétaire de l'ensemble des produits de sortie, y compris en matière de propriété intellectuelle, mais pas des méthodes mises en œuvre pour leur élaboration. Ceci comprend :

- Les données métiers stockées sur le site web
  - Le code source de l'application, ainsi que les commentaires et informations permettant leur interprétation et leur utilisation
- L'ensemble des livrables remis lors des prestations
- Les commentaires et informations transmises via l'outil Mantis de l'Ineris et permettant la bonne compréhension des actes de maintenance corrective.

## 7. INDICATEURS

---

### 7.1 Généralités

L’Ineris souhaite suivre les indicateurs de performance présentés et définis dans ce chapitre. Leur définition et modalités de suivi pourront être ajustées en concertation avec le Titulaire en phase d’Initialisation afin de faciliter leur mise en application et leur suivi. Le Titulaire pourra faire des propositions d’indicateurs supplémentaires qu’il juge pertinents pour suivre les prestations du présent marché, compte tenu des exigences exprimées dans ce CCTP. L’Ineris se réserve la décision finale quant à la définition et la validation de ces indicateurs.

### 7.2 Niveau de compétences de l’équipe

#### 7.2.1 Objectif

L’objectif de cet indicateur est de pouvoir vérifier que l’équipe du Titulaire présente et maintient tout au long du marché un niveau de compétences suffisant sur les différentes expertises attendues pour la bonne exécution des prestations. L’indicateur doit également permettre d’identifier une perte de compétences occasionnelle et d’y remédier.

#### 7.2.2 Définition

L’indicateur doit lister les différents intervenants de l’équipe projet du Titulaire et les qualifier par les informations suivantes :

- Nom
- Rôle
- Expérience dans la fonction
- Ancienneté sur le projet
- Niveau de compétences dans les domaines requis

Domaines :

- Métier des textes réglementaires
- Connaissance des fonctionnalités du site
- Architecture de site web (dont SolR)
- Technologie Drupal
- Développement web / php

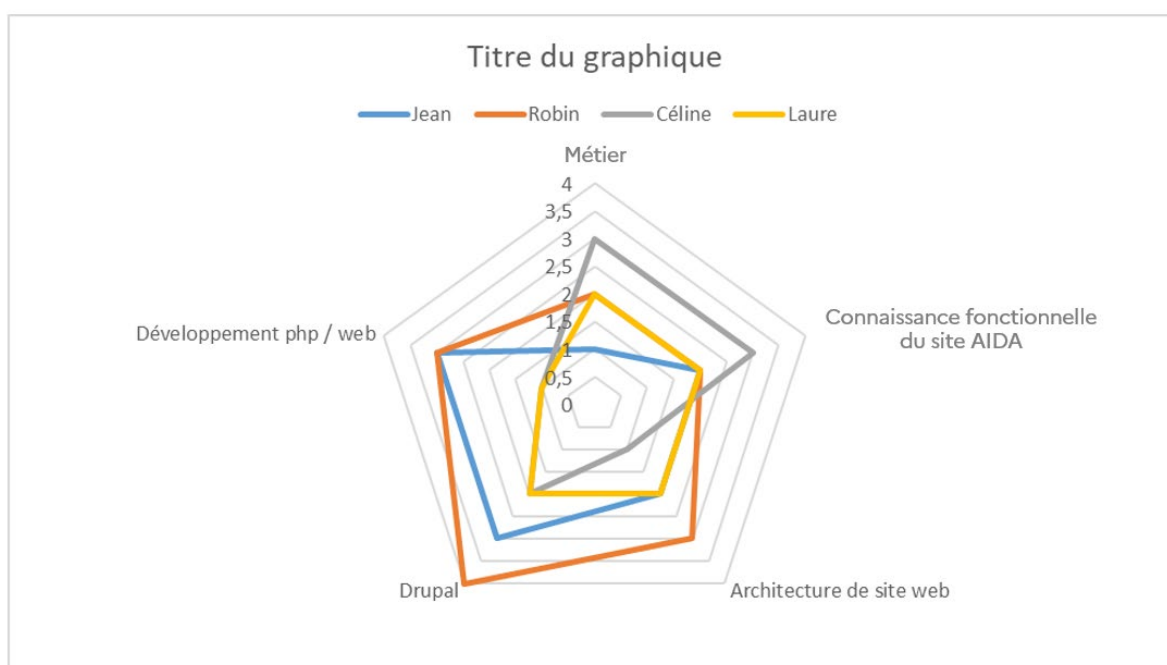
#### 7.2.3 Représentation et modalités de suivi

Exemple de représentation Radar avec 4 niveaux :

- 1 : notions élémentaires
- 2 : bonnes connaissances

- 3 : maîtrise
- 4 : expert

Nom	Rôle	Expérience (en années)	Ancienneté (en années)	Expertises				
				Métier des textes réglementaires	Connaissance fonctionnelle du site AIDA	Architecture de site web	Drupal	Développement php / web
Jean	Développeur	3	2	1	2	2	3	3
Robin	Lead Développeur	5	2	2	2	3	4	3
Céline	Analyste fonctionnelle	4	2	3	3	1	2	1
Laure	Chef de projet	6	2	2	2	2	2	1
			Max Equipe	3	3	3	4	3
			Niveau requis	1	2	2	2	2
			Nb ressources compétentes	3	1	1	2	2



Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.3 Etat de la documentation

### 7.3.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de pouvoir suivre l'état de la documentation et de s'assurer de sa mise à jour régulière, au fil des livraisons, tout au long du marché.

### 7.3.2 Définition

L'indicateur doit lister les documents clés des différentes prestations du marché et pour chacun de ces documents fournir les informations suivantes :



- Nom du document
- Version
- Date de mise à jour
- Etat

L'état d'un document est suivi selon trois niveaux :

- 1 : Manquante ou insuffisante
- 2 : Partiellement complète / à jour
- 3 : A jour et complète

### 7.3.3 Représentation et modalités de suivi

L'indicateur pourra être fourni par un tableau listant les documents clés du marché, comme suit (à titre d'exemple) :

Documentation	Version	Date	Etat
Spécifications fonctionnelles	v2.1	01/01/2025	3
Spécifications techniques	v1.1	01/01/2025	1
Plan d'assurance Qualité	v2.0	01/01/2025	3
Dossier d'exploitation	1.3	01/01/2025	2

Etat
1 Documentation manquante ou insuffisante
2 Documentation partiellement complète / à jour
3 Documentation à jour et complète

Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.4 Respect des engagements de service pour la prise en charge d'incidents (SLA)

### 7.4.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de contrôler le bon respect des engagements de service en matière de maintenance corrective des anomalies soumises à SLA.

La paragraphe **6.2.3 Prise en charge immédiate selon SLA** indique que toutes les anomalies bloquantes doivent être traitées selon des délais de prise en charge et des délais de correction.

### 7.4.2 Définition

L'indicateur doit fournir un historique mensuel des incidents bloquants en indiquant pour chaque incident le respect ou non du délai de prise en charge et du délai de correction.

### 7.4.3 Représentation et modalités de suivi

L'indicateur pourra être fourni par deux tableaux :

- Un tableau de l'historique mensuel des incidents bloquants
- Un tableau des incidents indiquant les temps de prise en charge et de correction pour chaque incident

## Historique des tickets bloquants

	2025											
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Nb de tickets bloquants en production	1	1	0	1	0	2	0	0	0			
Nb tickets pris en charge dans les temps	1	0	0	1	0	2	0	0	0			
Nb tickets pris en charge hors délai	0	1	0	0	0	0	0	0	0			
Nb tickets résolus dans les temps	1	0	0	1	0	2	0	0	0			
Nb tickets résolus hors délai	0	1	0	0	0	0	0	0	0			

## Tickets bloquants en production

GTI : 4H

GTR : 24 H

Ticket	Description	Ouverture	Prise en charge	Résolution	Délai de prise en charge	Temps de rétablissement
10329	Problème d'intégration des données	03/01/25 - 7h46	03/01/25 - 8h35	03/01/25 - 17h12	0h35 (à partir de 8h HO)	9h12 (à partir de 8h HO)

Cet indicateur est un indicateur de performance sujet à pénalités.

Si l'un des SLA (délai de pris en charge et/ou délai de rétablissement) n'est pas respecté lors de deux occurrences consécutives, l'Ineris appliquera la pénalité forfaitaire définie au CCAP.

## 7.5 Respect des engagements de délais

### 7.5.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de vérifier que les engagements de délais pris pour la réalisation de trains de maintenance ou d'évolutions, itérations comprises, sont bien respectés.

### 7.5.2 Définition

L'indicateur de délai à respecter est défini par un pourcentage de dépassement toléré du délai convenu dans le devis commandé. Ce pourcentage est fixé par défaut à 10%.

**Indicateur de Délai** : Pourcentage de dépassement toléré par rapport au délai convenu pour la commande = 10 %

Exemple :

Si le délai de réalisation d'une évolution est estimé à 30 jours ouvrés par le Titulaire, le retard toléré sera de 3 jours. Si la livraison de l'évolution (pour réception par l'Ineris) intervient au-delà de 33 jours, la livraison est considérée en dépassement de délai.

### 7.5.3 Représentation et modalités de suivi

Le suivi de l'indicateur devra être fait pour chaque livraison.

Un tableau récapitulatif des livraisons sera fourni à chaque COPIL avec pour chaque livraison effectuée le délai de livraison effectif.

Cet indicateur est un indicateur de performance sujet à pénalités.

Une pénalité sera appliquée si l'indicateur n'est pas respecté de manière récurrente : si **2 livraisons consécutives** ne respectent pas l'indicateur de délai, l'Ineris appliquera la pénalité forfaitaire définie au CCAP.

## 7.6 Qualité des livraisons de maintenance corrective

### 7.6.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de mesurer la qualité des livraisons de train de maintenance corrective.

### 7.6.2 Définition

L'indicateur consiste à mesurer le nombre de tickets résolus en rapport avec le nombre total de tickets contenus dans le lot livré. Les nouveaux tickets ouverts lors de la réception de la livraison seront ajoutés au nombre total de tickets livrés, dans le cas où il s'agit de régressions imputables à la livraison. De même les tickets non livrés seront considérés comme des tickets non résolus.

**Indicateur de qualité** : nombre de tickets en recette qui retournent en développement du fait d'une non-conformité : objectif  $\leq 10\%$ .

Le produit entre le nombre de tickets livrés et le pourcentage objectif sera arrondi à l'entier inférieur pour une comparaison au nombre de tickets résolus.

Exemple :

Si un train de maintenance est composé de 18 tickets, le nombre de tickets résolus doit être de 16 ( $18 \times 90\% = 16,2$ ). Si de plus, une régression est identifiée, le nombre de tickets résolus doit être de 17 ( $19 \times 90\% = 17,1$ ).

Le nombre d'itérations pour aboutir à une livraison valide devra être mesuré également.

### 7.6.3 Représentation et modalités de suivi

Le suivi de l'indicateur devra être fait pour chaque livraison.

Un tableau récapitulatif de la qualité des livraisons sera fourni à chaque COPIL avec pour chaque livraison effectuée l'indicateur de qualité mesuré et le nombre d'itérations réalisées pour valider une livraison.

Cet indicateur est un indicateur de performance sujet à pénalités.

Une pénalité sera appliquée si l'indicateur n'est pas respecté de manière récurrente : si **2 livraisons consécutives** ne respectent pas l'indicateur de qualité, l'Ineris appliquera la pénalité forfaitaire définie au CCAP.

## 7.7 Qualité des livraisons de maintenance évolutive

### 7.7.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de mesurer la qualité des livraisons de maintenance évolutive.

### 7.7.2 Définition

L'indicateur consiste à mesurer le nombre d'itérations réalisés pour parvenir à la validation de l'Ineris.

**Indicateur de qualité** : nombre d'itérations réalisées jusqu'à validation de la version : objectif  $\leq 3$  itérations.

### 7.7.3 Représentation et modalités de suivi

Le suivi de l'indicateur devra être fait pour chaque livraison.

Un tableau récapitulatif de la qualité des livraisons sera fourni à chaque COPIL avec pour chaque livraison effectuée l'indicateur de qualité mesuré et le nombre d'itérations réalisées pour valider une livraison.

Cet indicateur est un indicateur de performance sujet à pénalités.

Une pénalité sera appliquée si l'indicateur n'est pas respecté de manière récurrente : si **2 livraisons consécutives** ne respectent pas l'indicateur de qualité, l'Ineris appliquera la pénalité forfaitaire définie au CCAP.

## 7.8 Evolution du backlog de tickets

### 7.8.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de suivre l'évolution du nombre de tickets dans le backlog et de vérifier que celui-ci tend à baisser dans le temps.

### 7.8.2 Définition

L'indicateur consiste à fournir le nombre de tickets total, créés et traités dans le backlog chaque mois, en distinguant les criticités et le type de ticket (anomalie/évolution).

### 7.8.3 Représentation et modalités de suivi

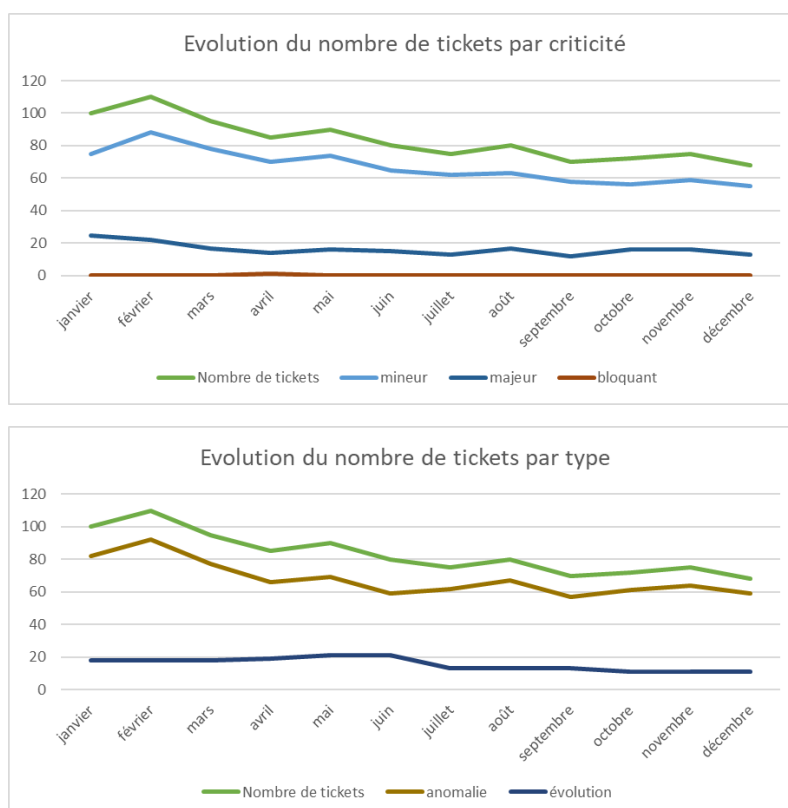
L'indicateur pourra être fourni sous la forme d'un tableau indiquant, mois par mois :

- Le nombre total de tickets dans le backlog
- Le nombre de tickets créés/fermés dans le mois
- Le nombre de tickets par criticité (mineur/majeur/bloquant)
- Le nombre de ticket par type (anomalie / évolution)

Pour chaque critère de dénombrement, le tableau pourra être complété d'un graphe permettant de suivre l'évolution du nombre avec une courbe de tendance.

Evolution du backlog de tickets

	2025											
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Nombre de tickets	100	110	95	85	90	80	75	80	70	72	75	68
Mouvements												
Nombre de tickets ouverts		15	2	1	7	2	3	5	0	4	3	0
Nombre de tickets fermés		5	17	11	2	12	8	0	10	2	0	5
Par criticité												
mineur	75	88	78	70	74	65	62	63	58	56	59	55
majeur	25	22	17	14	16	15	13	17	12	16	16	13
bloquant	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Par type												
anomalie	82	92	77	66	69	59	62	67	57	61	64	59
évolution	18	18	18	19	21	21	13	13	13	11	11	11



Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.9 Niveau d'obsolescence

### 7.9.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de mesurer le niveau d'obsolescence de la plateforme AIDA.

### 7.9.2 Définition

L'indicateur consiste à dresser un état des versions de tous les composants applicatifs avec les informations suivantes :

- Nom du composant applicatif
- Numéro de la version actuelle
- Echéance du support
- Dernière version supportée
- Echéance du support

### 7.9.3 Représentation et modalités de suivi

L'indicateur pourra être fourni par un tableau listant les composants applicatifs et leurs versions, comme suit (à titre d'exemple) :

Nom du composant	Version actuelle	Fin de support	Dernière version disponible	Fin de support
Drupal	10.4.6	sept. 2026	11.1.8	sept. 2028
php	8.1.32	sept. 2026	8.4.5	sept. 2028
Apache	2.4.37	sept. 2026		sept. 2028
MariaDB	10.3.39	sept. 2026		sept. 2028
SolR	8.11.1	sept. 2026	9.9.0	sept. 2028
Redis	6.1	sept. 2026	7.22	sept. 2028

Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.10 Niveau de sécurité

### 7.10.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de vérifier que la plateforme AIDA présente un niveau de sécurité conforme aux exigences exprimées au paragraphe **4.3 Sécurité et protection des données**.

La liste des composants applicatifs à suivre et les critères d'évaluation pourront être complétés en phase d'initialisation. Il pourra être associé à l'indicateur de niveau d'obsolescence si cela paraît pertinent.

### 7.10.2 Définition

L'indicateur doit fournir une liste des briques fonctionnelles et applicatives et établir l'évaluation de son exposition et de sa robustesse aux cyberattaques.

### 7.10.3 Représentation et modalités de suivi

L'indicateur pourra être fourni sous la forme d'un tableau comme suit :

Brique fonctionnelle / composant applicatif	Technologie	Exposition	Robustesse
Site web (frontend)	Drupal	2	3
Gestion du contenu / Administration du site (backend)	Drupal	2	3
API de récupération de substances / liste de substances		2	2
Base de données	MariaDB	4	3
Serveur web	Apache	4	3
Gestionnaire de cache	Redis	4	3

	Exposition	Robustesse
1	Le composant est fortement exposé à des attaques cyber (accès internet public sans protection/filtrage)	Le composant n'intègre pas de mécanismes de protection cyber.
2	Le composant est exposé à des attaques cyber (accès internet public avec protection/filtrage)	Le composant intègre peu de mécanismes de protection ou n'est pas à jour sur ses patchs de sécurité.
3	Le composant est faiblement exposé (accès interne sans protection/filtrage)	Le composant intègre des mécanismes de protection standards et il est mis à jour régulièrement avec des patchs de sécurité.
4	Le composant est très peu exposé (accès interne avec protection/filtrage)	Le composant intègre des mécanismes de protection avancés et il est mis à jour régulièrement avec des patchs de sécurité.

Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.11 Taux de respect des temps de réponse (performance)

### 7.11.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de vérifier que la plateforme AIDA respecte bien les engagements de performances (voir **4.2 Performances**). Il s'agit de mesurer régulièrement certaines fonctionnalités clés de l'application et de vérifier que les performances sont respectées pour chacun d'entre elles.

La liste des fonctionnalités (pages et/ou requêtes web) à suivre pourra être établie en phase d'initialisation.

### 7.11.2 Définition

L'indicateur doit fournir les temps de réponse pour chacune des fonctionnalités web.

### 7.11.3 Représentation et modalités de suivi

Le suivi de l'indicateur pourra être restitué en COPIL.

Cet indicateur est un indicateur de suivi. Il n'est pas sujet à l'application de pénalités.

## 7.12 Taux de disponibilité

### 7.12.1 Objectif

L'objectif de cet indicateur est de vérifier que la plateforme AIDA respecte bien les engagements de disponibilité (voir **4.1 Disponibilité**), au sens applicatif (disponibilité de la plateforme et de ses fonctionnalités). Il s'agit de mesurer chaque mois le niveau de disponibilité du site et vérifier qu'il répond aux exigences définies.

### 7.12.2 Définition

L'indicateur doit fournir un tableau de suivi mensuel indiquant pour chaque mois :

- Le nombre de tickets bloquants
- La durée d'indisponibilité cumulée correspondante sur le mois sur la plage ouvrée
- La durée d'indisponibilité cumulée correspondante sur le mois hors plage ouvrée
- La durée de la période ouvrée de disponibilité définie compte tenu du nombre de jours dans le mois

- La durée de la période non ouvrée de disponibilité définie compte tenu du nombre de jours dans le mois (voir Exigences générales)
- Le taux de disponibilité sur la période ouvrée
- Le taux de disponibilité sur la période non ouvrée
- Le respect du SLA sur la période ouvrée
- Le respect du SLA sur la période non ouvrée

### 7.12.3 Représentation et modalités de suivi

L'indicateur pourra être représenté sous forme d'un tableau comme suit :

Disponibilité de la plateforme de production

		2025											
		janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Nombre de jours		31	28	31	30	31	30	31	31	30	31	30	31
Nombre de tickets bloquants		1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Période Ouvrée	Durée d'indisponibilité (minutes)	200	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Durée de la période	13800	12000	13800	13200	13800	13200	13800	13800	13200	13800	13200	13800
	Taux de disponibilité	99%	100,00%	99,64%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Taux attendu (SLA)	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%	99,5%
	Durée d'indisponibilité (minutes)	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Période Non Ouvrée	Durée de la période	30840	28320	30840	30000	30840	30000	30840	30840	30000	30840	30000	30840
	Taux de disponibilité	99%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Taux attendu (SLA)	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%

Cet indicateur est un indicateur de performance sujet à pénalités.

Si l'un des deux taux de disponibilité (période ouvrée / période non ouvrée) n'est pas respecté de manière récurrente (2 mois consécutifs), l'Ineris appliquera la pénalité forfaitaire définie au CCAP.



## 8. FEUILLE DE ROUTE PREVISIONNELLE

### 8.1 Démarche de modernisation du site AIDA

À ce jour, les textes réglementaires mis en ligne dans AIDA sont majoritairement veillés, récupérés et intégrés manuellement par le sous-traitant de gestion réglementaire à partir des sources juridiques officielles. Ces textes sont validés par le gestionnaire AIDA avant publication. Ce processus de veille et de saisie manuelle de textes réglementaires garantit une forte maîtrise éditoriale qui permet une lisibilité des textes très appréciée des utilisateurs, mais présente des limites en termes de délais de mise à jour, de charge de travail et de risques d'erreurs.

L'Ineris souhaite moderniser la gestion documentaire et technique du site AIDA pour un gain de productivité et une réduction des charges de travail sur certaines tâches manuelles d'alimentation, et pour offrir de nouvelles possibilités d'exploitation de ses contenus. Pour cela, il est envisagé en particulier d'optimiser le processus de veille et d'intégration de textes réglementaires avec des approches technologiques d'automatisation et d'IA.

Dans ce cadre, il est prévu à partir de 2026 d'étudier la faisabilité de réaliser une fonction d'import automatisé des textes réglementaires nationaux depuis Légifrance et de créer des liens automatiques entre les textes. Ce besoin fait l'objet de l'exercice décrit au chapitre 9.

### 8.2 Listes des anomalies et des évolutions

L'Ineris dispose d'une liste d'évolutions et d'anomalies inventoriées dans Mantis sous la forme de tickets. Ces listes non exhaustives datant de décembre 2025 sont fournies à titre indicatif sachant que certains tickets restent encore à instruire ou sont en cours de résolution. A noter que 3/4 des tickets inventoriées concernent des évolutions mineures ou majeures, et d'autres besoins d'évolutions sont encore en cours de réflexion.

#### Liste des anomalies :

Identifiant	Priorité	Sévérité	Typage	Résumé
12454	normale	mineur	anomalie	styles css des titres non idoines
12156	normale	mineur	anomalie	Rubrique 2712
11836	normale	mineur	anomalie	Quantité de mémoire allouée à l'exécution d'un script PHP très (trop??) élevée
10671	normale	mineur	anomalie	Changer le mode de recherche pour le rattachement des Rubriques de l'aide réglementaire
8752	normale	mineur	anomalie	arrivée sur un titre "ancré" mal positionnée à cause du bandeau de menu
9286	normale	mineur	anomalie	erreur 504 Gateway Timeout lors de la génération de PDF pour certains textes
8343	normale	mineur	anomalie	problèmes centrés sur le règlement REACH
8224	normale	mineur	anomalie	impossibilité d'affecter plusieurs types à un texte (cas des textes abrogés)

8224	normale	mineur	anomalie	impossibilité d'affecter plusieurs types à un texte (cas des textes abrogés)
12536	elevée	mineur	anomalie	Désactivation des notifications de textes restés à l'état de brouillon qui concernent la recette
9237	elevée	mineur	anomalie	suppression manquante des medias et fichiers obsolètes en régime courant
11969	elevée	majeur	anomalie	La partie Activités IED du questionnaire de profil réglementaire apparaît vide
8279	basse	mineur	anomalie	présence de liens /consultation_document/id issus d'AIDA v3
8244	basse	mineur	anomalie	WYSIWYG - non-alignement fonctionnel des formats de texte <i>HTML Basique</i> et <i>HTML Complet</i>
8026	basse	mineur	anomalie	RWD - ajustement sur le pied de page sur petit écran

### Liste des évolutions :

Identifiant	Priorité	Sévérité	Typage	Résumé
11191	normale	majeur	évolution	problème d'indexation directe des fichiers dans Google
11158	normale	mineur	évolution	suppression de la fonctionnalité de commentaires
12669	normale	mineur	évolution	retour à une profondeur de logs acceptable
11152	normale	mineur	évolution	ajout d'une information sur la nomenclature dans l'aide réglementaire
11151	normale	mineur	évolution	suppression des champs de paramétrage prévus pour les notification de MAJ exceptionnelle manuelle
10960	normale	mineur	évolution	Reconnaissance de caractère des documents PDF (OCR)
10138	normale	mineur	évolution	extraction du corpus documentaire et/ou des métadonnées
9810	normale	mineur	évolution	interdiction de création de lien direct vers des fichiers
9210	normale	mineur	évolution	interdiction de l'indexation des versions imprimables et PDF par les moteurs de recherche
12159	normale	mineur	évolution	Deux questions qui se ressemblent dans le questionnaire de profilage d'aide réglementaire
11075	normale	mineur	évolution	taille de la base de données conséquente et en augmentation
11607	normale	mineur	évolution	Avoir le fonctionnalité rechercher remplacer dans la barre de fonctionnalité
8995	normale	mineur	évolution	automatisation de l'invalidation de cache pour les <i>Texte fichier</i>
8944	normale	mineur	évolution	implémentation du mécanisme d'identification des mises à jour globales
8915	normale	mineur	évolution	amélioration du courriel de notification de mise à jour d'aide réglementaire
8281	normale	mineur	évolution	complétude de la version imprimable
8272	normale	mineur	évolution	atteinte de l'isofonctionnalité sur le moteur de recherche réglementaire avancé
7564	normale	mineur	évolution	recherche spécifique sur l'aide réglementaire
7542	normale	mineur	évolution	affichage chronologique suivant le type de texte
8273	normale	mineur	évolution	tri sur les métadonnées et relations utiles
8197	normale	mineur	évolution	création de lien spécifiquement vers le code de l'environnement depuis le WYSIWYG
7590	normale	mineur	évolution	regroupement des contenus suivant leur appartenance à un même texte réglementaire
7584	normale	mineur	évolution	suppression automatique de comptes
7560	normale	mineur	évolution	gestion d'état (activé/désactivé)
11879	elevée	majeur	évolution	Sommaire interactif : specs à préciser sur le point 5 du ticket 11777
11560	elevée	majeur	évolution	Fonctionnalités d'alerte mail et flux rss basées sur le classement thématique + Surveillance de texte

11714	elevée	mineur	évolution	Pouvoir restaurer une suppression accidentelle via la corbeille (comme V3)
12688	elevée	majeur	évolution	Développement sur la surveillance de textes modifiés par de nouveaux textes
8647	elevée	mineur	évolution	déficiences autour de la gestion des médias/documents liés à un BREF
11633	elevée	majeur	évolution	Complément au ticket 11031 : affichage derniers textes mis en ligne dès la page d'accueil
8108	elevée	mineur	évolution	suppression de la contrainte d'exclusivité sur les <i>cas de sous-rubrique</i>
11561	elevée	mineur	évolution	Fonctionnalité d'alerte mail basée sur une recherche par mot clé
12622	basse	mineur	évolution	optimiser le style CSS
8286	basse	mineur	évolution	adaptation des notifications sur modification des contenus
8248	basse	mineur	évolution	ajout du workflow de publication sur les pages inspection ICPE
7589	basse	mineur	évolution	moteur de recherche général
11204	basse	mineur	évolution	mettre en place le Single Sign On (SSO)
10439	basse	mineur	évolution	mise en place de la génération automatique de la page de classement thématique
7554	basse	mineur	évolution	identification automatique des liens morts présents dans les contenus du site
7553	basse	mineur	évolution	extraction des métadonnées saisies dans le corps des textes : NOR, JO..
7451	basse	majeur	évolution	création d'ancres automatiques
7449	basse	majeur	évolution	reprise du travail au même endroit après sauvegarde
7445	basse	majeur	évolution	recupération automatique de texte et de métadonnées depuis Légifrance via son API
7591	aucune	mineur	évolution	automatisation de la veille réglementaire

## 9. EXERCICE DE PRISE EN CHARGE D'UNE EVOLUTION MAJEURE

---

### 9.1 Objectif de l'exercice

Cet exercice pratique, qui porte sur une des évolutions majeures identifiées pour le site AIDA, vise à évaluer la capacité du candidat à analyser un besoin métier complexe, à formaliser ses questionnements de manière pertinente, à concevoir et proposer une solution adaptée, à en décrire la mise en œuvre de manière structurée et argumentée.

La réponse fournie par le candidat pour cet exercice constituera un critère de notation de la valeur technique lors de l'analyse qualitative de l'offre. Cette réponse n'est pas engageante pour le marché.

### 9.2 Modalité particulière de l'exercice

Dans le cadre de cet exercice pratique, le candidat n'est pas autorisé à poser des questions ou demandes de clarification auprès de l'Ineris. Toute hypothèse, ambiguïté perçue ou besoin de précision devra être :

- Explicitement identifié par le candidat dans sa réponse ;
- Formulé sous forme de questions ou de points d'attention ;
- Traité méthodologiquement (hypothèses retenues, scénarios alternatifs, impacts éventuels).

L'objectif est d'évaluer la capacité du candidat à :

- Analyser un besoin partiellement exprimé ;
- Structurer une démarche de questionnement pertinente ;
- Proposer une solution malgré les incertitudes.

### 9.3 Livrable attendu

Le candidat devra fournir un dossier de réponse de 10 pages maximum, comportant notamment :

- Analyser le besoin exprimé et en reformuler les enjeux,
- Formaliser ses questions et les hypothèses retenues pour proposer une solution technique,
- Préciser les impacts sur l'existant (AIDA, données, exploitation),
- Proposer une solution technique cohérente en précisant les différents composants fonctionnels, ainsi que les choix d'automatisation et leurs limites.

### 9.4 Enoncé de l'exercice

#### 9.4.1 Contexte

Le site AIDA, développé et exploité par l'Ineris pour le compte du ministère en charge de l'environnement, met à disposition des utilisateurs un accès structuré et facilité aux textes réglementaires relatifs à la prévention des risques et à la protection de la nature. Ces textes sont actuellement récupérés, saisis et mis en forme manuellement dans AIDA par le sous-traitant de gestion réglementaire à partir des sources juridiques officielles, puis validés par le gestionnaire AIDA avant publication. Cette méthode garantit une bonne lisibilité, mais entraîne des délais de mise à jour longs et une charge de travail importante. Dans une logique de modernisation et d'optimisation, l'Ineris souhaite faire évoluer ce processus d'alimentation avec une nouvelle fonctionnalité, combinant :

- une récupération et intégration automatisée des nouveaux textes réglementaires nationaux depuis Légifrance,

- et un contrôle métier permettant de valider l'intégration et de conserver la valeur ajoutée du sous-traitant de gestion documentaire et du gestionnaire AIDA (ajuster la mise en forme du texte, l'ajout ou la correction de métadonnées et de liens).

## 9.4.2 Objectifs de la nouvelle fonctionnalité

La fonctionnalité attendue devra permettre :

1. L'automatisation de la récupération des textes réglementaires nationaux depuis Légifrance via son API officielle,
2. L'intégration des textes dans AIDA selon des règles de mise en forme et de structuration adaptées aux usages métiers. Voir les consignes de saisie en annexe du chapitre 9,
3. L'enrichissement automatique des textes par des métadonnées et des liens internes pertinents,
4. La conservation d'un contrôle éditorial permettant des corrections ou compléments par le gestionnaire AIDA, puis validation pour publication,
5. L'amélioration de la réactivité de mise à jour et de la fiabilité des contenus proposés aux utilisateurs.

## 9.4.3 Périmètre fonctionnel attendu

### 9.4.3.1 Récupération automatisée des textes depuis Légifrance

La solution devra permettre :

- l'interfaçage avec l'API officielle de Légifrance (pour en savoir plus : [Foire aux questions API - Légifrance](#) ; [API - Légifrance | data.gouv.fr](#))
- la récupération automatisée :
  - des nouveaux textes, qui ont été préalablement sélectionnés et identifiés par leur numéro NOR. Ces textes sont importés dans le type de contenu [Texte HTML].

Le candidat devra décrire :

- sa compréhension des contraintes liées à l'API Légifrance,
- le processus de récupération automatisée du nouveau texte depuis l'API Légifrance,

### 9.4.3.2 Enrichissement automatique des métadonnées

Les textes sont importés dans le type de contenu [Texte HTML] dont un maximum de métadonnées doit être enrichi automatiquement, tout en restant ajustable manuellement par le sous-traitant de gestion réglementaire ou le gestionnaire AIDA si nécessaire :

- **Métadonnées descriptives/juridiques :**
  - Titre du texte
  - Numéro NOR (uniquement pour les textes de Légifrance)
  - Type de texte (Arrêté, Loi, Règlement, etc.)
  - Date de signature
  - Date de publication
  - Etat (En vigueur, Abrogé, Caduc, Application différée)
- **Métadonnées de classement** (liens vers des vocabulaires de la taxonomie) :

- « Classement chronologique » (par année de signature pour chaque type de texte)
- « Classement thématique »
- « Aide réglementaire – Rubriques ICPE »
- **Métadonnées de relations entre les textes** (liens vers d'autres textes) :
  - Est abrogé par, Est modifié par, Est remplacé par, etc.
  - Vient abroger, Vient modifier, Vient remplacer, etc.
  - Fait référence à, etc.

Le candidat devra décrire :

- Les traitements appliqués pour alimenter automatiquement les métadonnées décrites ci-dessus à partir des informations proposées par l'API Légifrance ;
- Les éventuelles limites et difficultés d'automatisation pour certaines métadonnées ;

#### 9.4.3.3 *Mise en forme automatique dans le champ « corps »*

Les contenus importés dans le champ « Corps » devront être :

- transformés automatiquement dans un format compatible avec les consignes de saisie manuelle listées dans l'annexe de cet exercice.

Les candidats devront expliciter :

- les règles de transformation proposées,
- les mécanismes de paramétrage et d'évolution de ces règles.

#### 9.4.3.4 *Intégration automatique de liens dans le champ « corps »*

La solution devra permettre la création automatique de liens hypertextes dans le champ « corps », notamment :

- Liens vers des parties dans le même texte,
- Liens vers d'autres textes cités ou référencés,
- Liens vers des rubriques de la nomenclature ICPE,
- Liens vers des articles ou parties du code de l'environnement.

L'objectif est de renforcer la navigation transversale et la compréhension du corpus réglementaire.

#### 9.4.3.5 *Contrôle et validation par le gestionnaire AIDA*

Même si l'automatisation est recherchée, la solution devra impérativement intégrer :

- des mécanismes de contrôle (statuts, journaux de traitement, alertes) par le gestionnaire AIDA
- des modalités de gestion permettant :
  - la validation avant publication,
  - la correction manuelle,
  - l'enrichissement complémentaire si nécessaire.

#### 9.4.3.6 *ANNEXE : Consignes de saisie et de mise en forme dans le corps d'un texte*

Lors de la saisie d'un texte réglementaire issu de Légifrance sous le type de contenu [Texte HTML], il convient d'appliquer les consignes suivantes dans le champ « Corps » :

- Coller le texte récupéré à partir de la source juridique officielle (Légifrance)

- Remonter la source en 1ere ligne et formater (exemple : JO n° 021 du 25 janvier 2026)
- Ajouter une ligne de séparation
- Remonter le numéro NOR (cas des textes de Légifrance)
- Insérer « Vus » et si nécessaire « Considérants »
- Retravailler les interlignes pour plus de lisibilité
- Replacer et formater les signatures
- Retravailler les éléments de titres, chapitres, sections, articles en y appliquant des styles spécifiques, ainsi que des ancres permettant d'effectuer des liens par la suite.
- Mettre en gras, en italique, modifier et supprimer certains éléments spécifiques
- Ajouter des images ou des tableaux le cas échéant
- Intégrer les liens hypertextes vers :
  - des parties du même texte,
  - d'autres textes,
  - des rubriques de la nomenclature ICPE
  - des articles du code de l'environnement